



CONFÉRENCE  
RÉGIONALE  
DES ÉLUS  
DE L'ABITIBI-  
TÉMISCAMINGUE

# RAPPORT ANNUEL 2014-2015

# TABLE DES MATIÈRES

<b>LE MOT DU PRÉSIDENT</b>	<b>1</b>		
<b>LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL</b>	<b>2</b>		
<b>LE CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	<b>3</b>		
<b>LE PERSONNEL</b>	<b>5</b>		
<b>LE BILAN DE L'ANNÉE 2014-2015</b>	<b>6</b>		
<b>LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DOIT FERMER SES LIVRES</b>	<b>7</b>		
<b>PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT 2014-2019</b>	<b>7</b>		
<b>MOBILISATION ET CONCERTATION</b>	<b>9</b>		
MOBILISATION ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9		
RÉSEAU DES CRÉ DU QUÉBEC	10		
TOUCHE PAS À MES RÉGIONS!	10		
<b>ÉDUCATION ET FORMATION</b>	<b>11</b>		
FUSION DES COMMISSIONS SCOLAIRES	11		
ACTION RÉUSSITE	11		
<b>INFORMATIONS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>12</b>		
L'OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12		
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS	13		
LE COUVERT BORÉAL	13		
COMMUNICATIONS DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE	13		
<b>RESSOURCES NATURELLES ET TERRITOIRE</b>	<b>14</b>		
COMMISSION RÉGIONALE SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET LE TERRITOIRE	14		
TABLES GIRT	15		
RESSOURCES FORESTIÈRES	16		
RESSOURCES MINIÈRES	19		
CHEMINS MULTIUSAGES	21		
TABLE RÉGIONALE SUR L'ÉNERGIE	21		
VILLÉGIATURE SUR TERRES PUBLIQUES	21		
RESSOURCES FAUNIQUES	22		
AIRES PROTÉGÉES	22		
AUTRES FILIÈRES	23		
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>	<b>24</b>		
VOLET 4	24		
<b>ENTREPRENEURIAT</b>		<b>25</b>	
CULTURE ENTREPRENEURIALE		25	
ENTREPRENEURIAT FÉMININ		25	
<b>VALORISATION ABITIBI-TÉMISCAMINGUE</b>		<b>25</b>	
D'UN PLAN D'ACTION RENOUVELÉ À...			
UN QUOTIDIEN CHAMBOULÉ		26	
CONNAISSANCE DE LA RÉGION ET SENTIMENT D'APPARTENANCE		26	
L'ACCUEIL ET LA RÉTENTION DES NOUVEAUX ARRIVANTS		27	
STRATÉGIE RÉGIONALE D'ATTRACTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE		28	
<b>LES PERSONNES</b>		<b>29</b>	
PERSONNES AÎNÉES		29	
AUTOCHTONES		29	
IMMIGRATION		29	
FAMILLES		29	
FEMMES		30	
JEUNES		32	
<b>LA COLLECTIVITÉ</b>		<b>36</b>	
ARTS ET CULTURE		36	
SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS		36	
ÉCONOMIE SOCIALE		36	
TRANSPORT COLLECTIF		37	
TRANSPORT PAR AUTOBUS		37	
INNOVATION, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT		38	
APPAUVRISSMENT ET EXCLUSION SOCIALE		39	
FONDS DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE		40	
SERVICES GOUVERNEMENTAUX		40	
<b>LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL</b>		<b>41</b>	
<b>LES ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS</b>		<b>42</b>	

# LE MOT DU PRÉSIDENT

Ceci est le dernier rapport annuel de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Abitibi-Témiscamingue.

Pourtant, l'année 2014-2015 s'annonçait prometteuse.



Une grande démarche de réflexion stratégique sur les enjeux de développement régional à laquelle quelque 2000 personnes de l'Abitibi-Témiscamingue ont contribué s'apprêtait à se conclure par le dépôt d'un plan et par la mise en place d'un réseau de porteurs pour veiller à sa réalisation. Pour appuyer les partenaires dans les grands chantiers régionaux qu'il fallait entreprendre, la Conférence régionale avait effectué l'exercice difficile de révision de tous ses investissements afin de dégager une marge de manœuvre de près de 800 000 \$ de son Fonds de développement régional (FDR). Et au cours des six premiers mois, la Conférence régionale, ses partenaires, ses administrateurs et son personnel ont travaillé à poursuivre les actions et initiatives de développement sur tous les fronts et préparé la mise en œuvre du *Plan quinquennal de développement (PQD) 2014-2019 de l'Abitibi-Témiscamingue*.

Les élections générales au Québec du 7 avril 2014 ont amené la formation d'un gouvernement qui a amorcé dans les mois subséquents des réformes majeures sur plusieurs plans du rôle de l'État dans le contexte d'un retour rapide à l'équilibre budgétaire. La disparition du mot « régions » dans le nom du ministère avec lequel la Conférence a signé son entente de gestion pour le Fonds de développement régional était un signe, dès le 23 avril, qu'un vent de changement allait se lever.

En septembre, des rumeurs d'abolition des CRÉ se sont accentuées et en octobre, elles se sont précisées avec la signature du Pacte fiscal transitoire. Avec le dépôt du projet de loi n° 28 le 26 novembre, les intentions du gouvernement sont devenues explicites. Par ailleurs, la Conférence régionale a eu à freiner ses investissements en développement régional et commencer à préparer la liquidation avec les consignes reçues du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

À défaut de pouvoir poursuivre le développement régional, la Conférence régionale a soutenu la concertation régionale dans cette période de grandes turbulences. Qu'il s'agisse de vigie sur les décisions gouvernementales et leur impacts, de préparation de rencontres d'échanges, d'actions auprès de la députation régionale et des autres autorités politiques du gouvernement, de relations de presse ou d'initiatives concertées avec les autres CRÉ du Québec, la Conférence régionale a joué son rôle de défendre les intérêts de la région.

Il est triste que cette grande turbulence ait forcé les acteurs du développement à tenter de limiter les dégâts alors que nous aurions pu utiliser ces énergies pour continuer de construire ensemble un bel avenir à l'Abitibi-Témiscamingue. Ces temps difficiles sont propices au repli sur soi, à la réouverture de certaines plaies, à l'instinct de survie. Cependant, la mobilisation sans précédent qui a secoué la région m'emplit d'espoir sur la capacité des gens d'ici à se retrousser les manches et à forger de nouvelles alliances.

La présidence de la Conférence régionale au cours de la dernière année a été exigeante, mais j'ai pu m'appuyer sur un vaste réseau de partenaires et de personnes très impliquées, sur un conseil d'administration qui a été présent et qui a pris les décisions difficiles que leur responsabilité imposait.

Je réserve mes derniers et profonds remerciements à tous les employés de la Conférence régionale, qui ont su conserver la foi dans la mission de notre organisme et qui se sont présentés chaque matin au travail au cours des derniers mois, toujours convaincus que leur travail est utile à l'Abitibi-Témiscamingue et aux personnes qui y vivent.

**Jean-Maurice Matte**

# LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il est assez difficile de dresser un bilan de l'année 2014-2015 puisque la première moitié a été consacrée à poursuivre et raffermir les activités de concertation et de développement régional alors que l'autre moitié a été vouée à la préparation de la cessation de ces mêmes activités.



Plusieurs ententes et projets en cours en début d'année ont accaparé les efforts de l'équipe et de nos partenaires. Mais même en temps normal, les choses ne sont ni aussi simples ni aussi rapides qu'on le souhaiterait. En plus de son Fonds de développement régional (FDR), la Conférence régionale gère plusieurs autres enveloppes et ententes dont les contributions proviennent de partenaires divers. Parmi eux, plusieurs ministères sont présents. À la suite des élections du printemps 2014, le dépôt et l'adoption estivale des crédits budgétaires de plusieurs ministères ont retardé le renouvellement ou la poursuite de certaines ententes. Ces quelques mois entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et la date de confirmation des sommes accordées ont généré bien des incertitudes, tant à la Conférence régionale que chez nos partenaires.

Par ailleurs, encore cette année, les mouvements de personnel et certains congés ont amené l'ensemble de l'équipe à s'entraider pour prendre en charge certains mandats prioritaires. Mais ces événements ne sont en soi pas extraordinaires, ils'agit presque de la vie quotidienne.

L'adoption imminente du *Plan quinquennal de développement (PQD) 2014-2019 de l'Abitibi-Témiscamingue* et plusieurs ententes rendues à leur dernière année d'application nous laissaient entrevoir un ensemble de rendez-vous avec des partenaires, et ce, dans tous les domaines du développement. Nous voulions alors cibler des actions concrètes et concertées, autant régionales que territoriales ou locales, les mettre en œuvre et soutenir ainsi la région dans son développement.

Les choses ont pris une autre tournure avec l'annonce, à la fin d'octobre 2014, de l'intention du gouvernement d'abolir les CRÉ. Afin de préparer la fermeture, nous avons reçu des directives exigeant la préparation et

l'adoption d'un plan à cette fin et en plus de nous interdire de contracter de nouveaux engagements autres que ceux qui étaient nécessaires. En parallèle, pour procéder à cette fermeture, on nous annonçait que le montant prévu pour le Fonds de développement régional 2015-2016 ne serait constitué que de la moitié de l'enveloppe accordée en 2014-2015.

Ainsi, les mois d'automne et d'hiver ont été particulièrement exigeants. Il a fallu poursuivre les activités régulières pour toutes les ententes et pour tous les projets en cours, planifier la fermeture, la liquidation des actifs et le licenciement du personnel, soutenir les réflexions et les mobilisations régionales pour réinventer les lieux de concertation, en plus d'assurer la continuité des initiatives de développement que l'Abitibi-Témiscamingue souhaite maintenir. Tous ces travaux se sont déroulés dans un contexte de grands bouleversements, avec un projet de loi dont l'adoption a tardé, avec des directives qui semblaient plus improvisées que longuement mûries et où les scénarios successifs qui ont été élaborés pour tenter de sauvegarder certains fleurons s'avéraient infaisables ou inapplicables.

Il est difficile d'éprouver de la fierté dans ce bilan de fin d'année alors qu'elle s'achève avec l'adoption d'un plan de fermeture répondant aux exigences du ministère et la mise à pied du personnel. Cependant, mon attachement et une fierté sans réserve vont à l'ensemble de l'équipe qui a œuvré cette année encore à construire l'Abitibi-Témiscamingue. Des remerciements sincères vont aussi aux administratrices et administrateurs de la Conférence régionale qui ont cru et croient encore qu'il faut travailler ensemble pour développer cette région ainsi qu'à la multitude de personnes qui partagent cette vision et qui y mettent les efforts nécessaires.

Luc Bélisle

# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 6 MARS 2015



PRÉSIDENT  
JEAN-MAURICE MATTE  
MAIRE DE SENNETERRE ET PRÉFET DE LA MRC DE LA VALLÉE-DE-L'OR



PREMIER VICE-PRÉSIDENT  
MARIO PROVENCHER  
MAIRE DE ROUYN-NORANDA



DEUXIÈME VICE-PRÉSIDENT  
ARNAUD WAROLIN  
PRÉFET DE LA MRC DE TÉMISCAMINGUE



SECRÉTAIRE  
STÉPHANIE BÉDARD  
SOCIÉTÉ CIVILE – ABITIBI-OUEST



TRÉSORIER  
MARTIN ROCH  
MAIRE DE SAINT-MATHIEU-D'HARRICANA ET PRÉFET DE LA MRC D'ABITIBI



MEMBRE DU BUREAU DE DIRECTION  
LORRAINE BARRETTE  
SOCIÉTÉ CIVILE - TÉMISCAMINGUE



MEMBRE DU BUREAU DE DIRECTION  
MARC BIBEAU  
CONSEILLER, VILLE DE ROUYN-NORANDA



ADMINISTRATEUR  
JACLIN BÉGIN  
MAIRE DE SAINTE-GERMAINE-BOULÉ ET PRÉFET DE LA MRC D'ABITIBI-OUEST



ADMINISTRATEUR  
PIERRE CORBEIL  
MAIRE DE VAL-D'OR



ADMINISTRATEUR  
MARTIN FERRON  
MAIRE DE MALARTIC



ADMINISTRATEUR  
BERNARD FLÉBUS  
MAIRE DE VILLE-MARIE



ADMINISTRATRICE  
MARIANNE GAGNON-BOURGET  
SOCIÉTÉ CIVILE – VALLÉE-DE-L'OR



ADMINISTRATEUR  
NORMAND HOUDE  
MAIRE DE LA SARRE



ADMINISTRATRICE  
JOHANNE JEAN  
SOCIÉTÉ CIVILE – ROUYN-NORANDA



ADMINISTRATRICE  
NICOLE ROCHON  
MAIRESSE DE TÉMISCAMING



ADMINISTRATRICE  
CAROLE BOUCHER  
SOCIÉTÉ CIVILE – MRC D'ABITIBI



ADMINISTRATRICE  
JACLINE ROULEAU  
MAIRESSE DE SENNETERRE-PAROISSE



ADMINISTRATEUR  
SÉBASTIEN D'ASTOUS  
MAIRE D'AMOS

## LES MEMBRES AYANT QUITTÉ LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN COURS D'ANNÉE



JACQUES RIOPEL



LINDA PERRON-BEAUCHEMIN



ULRICK CHÉRUBIN



LUC DUPUIS

# LE PERSONNEL

L'équipe de la Conférence régionale a dû composer en 2014-2015 avec quelques départs. Ainsi, Mmes Gaëlle Derrien et Karine Bisson sont parties pour relever de nouveaux défis professionnels. Nous avons toutefois profité du retour de Mmes Sarah Charbonneau et Esther Labrie, parties l'an dernier en congé de maternité. Par ailleurs, à la suite du départ de M. Patrick Charron, M. Joël Pagé a été nommé responsable des dossiers

mines et énergies alors que M. Vincent Maurin a été rattaché aux dossiers forestiers, fauniques et des aires protégées. Depuis janvier 2015 et dans le contexte de l'annonce de l'abolition de la Conférence régionale, Mme Marie-Christine Turgeon ainsi que MM. Joël Pagé, Vincent Maurin et Jean-François Turcotte ont quitté l'organisation.



LUC BÉLISLE



MONIQUE BRUNET



SIMON LETENDRE



LILI GERMAIN



SARAH CHARBONNEAU



NADIA LETENDRE



MARIELLA COLLINI



JULIE THIBEAULT



SYLVIE PROVENCHER



SERGE MAHEUX



LISYANE MORIN



JOËL PAGÉ



JOSIE MONGRAIN



VINCENT MAURIN



JOSÉE LEBLANC



NATHALIE DALLAIRE



ESTHER LABRIE



JEAN-FRANÇOIS  
TURCOTTE



MARIE-CHRISTINE  
TURGEON



MICHEL DESFOSSÉS



VALÉRIE LEMAY



GENEVIÈVE BLAIS



MARTINE DUFOUR

## PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ EN 2014



PATRICK CHARRON



GAËLLE DERRIEN



KARINE BISSON



LE BILAN DE L'ANNÉE  
2014-2015



## LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DOIT FERMER SES LIVRES

Le gouvernement du Québec a annoncé à l'automne 2014 la fermeture des conférences régionales des élus (CRÉ) à travers la province. Dans cette optique, il a déposé le projet de loi n° 28, qui vise à concrétiser certaines dispositions du discours sur le budget du mois de juin 2014, dont un retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016. L'adoption de ce projet de loi amènera la formation d'un comité de transition, constitué des préfets des MRC et d'un représentant du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). En prévision de l'adoption du projet de loi, une commission parlementaire a recueilli les commentaires de différentes organisations lors d'audiences qui ont eu lieu du 23 janvier au 11 février 2015. Le Réseau des CRÉ du Québec y a présenté un mémoire. Par ailleurs, le gouvernement du Québec ne donne encore aucune certitude sur les moyens humains et financiers nécessaires à la poursuite du développement de l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que sur la manière dont ce développement s'articulera.

La décision du gouvernement d'abolir les CRÉ entraîne une foule de décisions allant de la cassation des baux à la mise à pied du personnel et aux transferts des dossiers liés aux ententes en cours, pour ne nommer que ceux-là. Le conseil d'administration a adopté un plan de fermeture en février 2015. Les membres du personnel ont reçu un avis de licenciement individuel qui rend effective la mise à pied de la plupart d'entre eux à compter du 27 mars 2015.

Dans la foulée de la fermeture de la Conférence régionale, aucune nouvelle entente ou nouveau projet à caractère structurant n'a pu être soutenu depuis novembre 2014. Des éclaircissements ont été demandés par rapport aux ententes, fonds et projets administrés par la Conférence régionale, mais pour lesquels d'autres bailleurs de fonds sont également présents. Les ententes en cours ayant déjà fait l'objet d'une allocation de budget ont quant à elles suivi leur cours. La présente année financière marque la fin du financement qui était consacré à la mise en œuvre de plusieurs ententes.

## PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT 2014-2019

C'est en juin 2014 que les premiers porteurs et partenaires de la Conférence régionale pour la mise en œuvre du plan quinquennal de développement de la région, qui couvre la période 2014-2019, se sont manifestés publiquement. Ces engagements faisaient suite à l'adoption du plan par les membres du conseil d'administration. Rappelons qu'il est le fruit d'une démarche collective à laquelle de nombreux partenaires issus des milieux économiques, sociaux, culturels, environnementaux ou municipaux ont contribué dans le cadre d'un mandat confié à la Conférence régionale par le gouvernement du Québec.

*Le Plan quinquennal de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2014-2019* traduit donc les choix de plus de 250 partenaires. Sa mise en œuvre était prévue pour l'automne 2015. Cette phase devait se traduire par des gestes des acteurs et des partenaires engagés, des communications et des liens avec la communauté régionale pour encourager l'adhésion aux enjeux stratégiques de développement régional. À cette étape, des mécanismes communs de suivi ont été élaborés afin de suivre les avancées. Un atelier a notamment permis à quelques partenaires de se familiariser avec les limites du rôle de porteur, d'énoncer des conditions de succès, de sculpter les outils appropriés à ce grand chantier et surtout de comprendre la réalité du travail que requiert la mise en œuvre d'un plan collectif.

Une rencontre avec les porteurs et les partenaires, qui devait avoir lieu à l'automne, ne s'est pas concrétisée. Les rumeurs touchant l'abolition de la Conférence régionale et du Fonds de développement régional (FDR) sont devenues réalité le 26 novembre 2014 avec le dépôt du projet de loi n° 28. Les travaux associés à la mise en œuvre du plan quinquennal de développement de la région ont donc été suspendus.



## MOBILISATION ET CONCERTATION

### MOBILISATION ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

La révision par le gouvernement du Québec de l'organisation des services et de la gouvernance a déclenché un large mouvement social de contestation en Abitibi-Témiscamingue. Au début de l'automne 2014, plusieurs annonces de compressions, de modifications de structures et de mandats ont été rendues publiques par le gouvernement du Québec. Le 12 novembre dernier, à l'initiative de la Conférence régionale, une quarantaine de personnes se sont rencontrées pour établir un portrait de la situation. Devant l'ampleur des changements annoncés, un comité de mobilisation a été formé lors de cette rencontre. Avec le soutien du personnel de la Conférence régionale pour préparer les contenus et la logistique, ce comité a organisé une rencontre régionale qui s'est tenue le 25 novembre 2014 et à laquelle ont participé quelque 300 personnes. Parmi les éléments alors proposés, on retrouve la nécessité de maintenir une instance régionale de concertation et de développement, la participation des membres de la société civile à cette instance, la signature d'un manifeste ainsi qu'une invitation au gouvernement quant à une ouverture au dialogue par rapport aux spécificités de la région.



## RÉSEAU DES CRÉ DU QUÉBEC

Le Réseau des CRÉ du Québec a été mis sur pied pour favoriser la concertation et la coordination des actions des conférences régionales des élus. Il avait aussi comme mandat d'effectuer des représentations auprès du gouvernement et de ses ministères, de même qu'auprès de toute autre instance à l'échelle québécoise.

En juin 2014, le président de la Conférence régionale, M. Jean-Maurice Matte, a été nommé porte-parole du Réseau des CRÉ du Québec. La tâche n'a pas été simple dans le contexte de l'abolition de ces structures de concertation et de développement à l'échelle du Québec. Plusieurs correspondances, interventions publiques et appels à la discussion ont été lancés, mais peine perdue. Le gouvernement a refusé d'entendre les doléances des régions du Québec quant à la révision des programmes gouvernementaux et il a préféré lancer son opération « Fermeture des CRÉ ».

## TOUCHE PAS À MES RÉGIONS!

Sept régions du Québec ont formé la coalition « **Touche pas à mes régions!** » pour dénoncer l'absence de vision du gouvernement du Québec en matière de développement régional ainsi que le mouvement de centralisation sans précédent qui a été amorcé. De fait, les membres de la coalition ont interpellé le gouvernement afin d'être entendus en commission parlementaire, dans le cadre des auditions touchant le projet de loi n° 28. Ayant obtenu gain de cause, un mémoire a donc été déposé. Des demandes de rencontres ont également été faites auprès du premier ministre du Québec et une lettre ouverte a été publiée. Enfin, des échanges ont eu lieu avec les représentants de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et la Fédération québécoise des municipalités (FQM) en mars 2015. Ainsi, une rencontre avec le premier ministre est prévue au printemps 2015.



**TOUCHE PAS À MES RÉGIONS!**  
POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA VITALITÉ DU QUÉBEC



# ÉDUCATION ET FORMATION

## FUSION DES COMMISSIONS SCOLAIRES

En février 2015, une correspondance a été acheminée au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), M. Yves Bolduc, au sujet du projet de fusion des commissions scolaires. La Conférence régionale a plaidé en faveur du regroupement des cinq commissions scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue en trois entités : Rouyn-Noranda et Témiscamingue, Lac Abitibi et Harricana, et enfin la Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois. Par ailleurs, l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue a produit un portrait pour alimenter les réflexions quant à un modèle décentralisé en éducation pour la région.

## ACTION RÉUSSITE

Action réussite a réussi à maintenir le cap au cours de la présente année, malgré la tempête qui malmène la région depuis l'automne 2014. Les premiers mois ont été marqués par la campagne « Zone d'examens », qui a coïncidé avec une tournée régionale de l'organisme « Allô prof ». La présence de ce dernier dans les écoles de la région a favorisé la promotion de cette campagne.

Un important chantier de travail a été mis en place au cours du printemps 2014 en collaboration, pour une première fois, avec des professionnels externes aux partenaires d'Action réussite. Ce chantier visait la mise en place d'outils de sensibilisation et aurait permis d'outiller les parents par rapport à l'importance de leur rôle. Malheureusement, malgré son caractère prometteur, le chantier a été abandonné avec les annonces de l'automne.

Depuis la formation sur les déterminants de la persévérance scolaire de mars 2014, plusieurs présentations ont été faites dans différents milieux afin d'informer davantage les gens sur l'importance de ces facteurs dans le parcours scolaire des jeunes. La rentrée scolaire de septembre 2014 a commencé avec une conférence de presse réunissant les milieux scolaire et politique afin de souhaiter une bonne année scolaire aux jeunes. Le message visait à encourager la voie de la persévérance.

Pour remercier les enseignants qui font un travail essentiel, une carte postale leur a été envoyée lors de la Journée mondiale des enseignants. La carte postale a permis du même coup de faire la promotion d'Action réussite et de sa page Facebook.

La campagne « Héros recherché » a été lancée le 19 janvier 2015 pour faire suite aux « Héros de la réussite ». Deux jeunes femmes ont été présentées comme étant des héroïnes et l'appel à la population a été fait afin de dévoiler le plus grand nombre possible de héros de la réussite. Ces derniers sont présentés sur la page Facebook d'Action réussite et la participation est impressionnante!

Comme chaque année, les Journées de la persévérance scolaire sont revenues du 16 au 20 février. Rubans, macarons et Journées en vert étaient à l'honneur. IGA était encore présent cette année, avec le tirage de cartes-cadeaux dans chaque marché et le tirage d'une bourse d'études pour un étudiant. Bon nombre d'activités se sont ajoutées dans les territoires.

Tout comme l'an dernier, des équipes ont participé au festival de robotique First Lego League. Vu la grande popularité de l'activité, une finale régionale a eu lieu à l'UQAT le 25 février 2015 afin qu'une seule équipe de la région se rende à la finale provinciale prévue en mars 2015 à Montréal.



## INFORMATIONS ET COMMUNICATIONS

### L'OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



Au cours de la dernière année, les activités de l'Observatoire se sont concentrées sur l'achèvement d'une refonte graphique du site Internet, qui est adapté pour les tablettes et téléphones intelligents. L'infolettre *L'Observatoire en bref* a également été développée et mise en fonction. Elle permet de rejoindre plus aisément les abonnés et offre des options graphiques intéressantes et adaptées aux besoins.

Un élagage du centre de documentation a été réalisé, permettant d'effectuer un tri dans l'information, d'archiver les documents plus anciens et de garder les plus récents à portée de main. Une recension de tous les tableaux pouvant être mis à jour a également été réalisée, de même qu'une analyse des données de l'Enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada.

Le Bulletin mensuel a été publié tout au long de l'année. Le Tableau de bord de l'Abitibi-Témiscamingue a aussi subi sa refonte annuelle. L'actualisation des données de l'Atlas a également eu lieu, de même que l'ajout de certaines couches d'informations cartographiques. Du côté de la série des Portraits de la région, celui de l'éducation a été remis à jour. Deux autres devraient paraître d'ici la fin de l'année financière, soit celui des jeunes et celui de la famille et de l'enfance.

Au cours de la période 2014-2015, quelque 400 demandes d'information sont parvenues à l'Observatoire, permettant de répondre aux besoins du personnel de la Conférence régionale, des organisations locales, régionales et gouvernementales ainsi que des médias. En plus des entrevues accordées aux médias régionaux, sept conférences ont été prononcées. Celles-ci portaient sur l'éducation, l'économie de la région, son histoire, son portrait actuel ou, plus simplement, sur l'Observatoire. Les produits de l'Observatoire ont été mis en valeur dans le cadre de colloques ou dans la revue *Le Couvert boréal*.

Six collaborations sont à souligner : la poursuite du travail de longue date avec Valorisation Abitibi-Témiscamingue (comité d'orientation) de même qu'avec l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (Tableau de bord des communautés), la collaboration dans le cadre de l'étude sur le transport collectif et l'amorce des discussions avec la bibliothèque du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) quant à un partenariat éventuel. Enfin, un encadré qui s'intitule *Le chiffre de l'Observatoire*, paraît dans le bulletin mensuel de la Conférence régionale.

## TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS



Gestion de l'inforoute  
régionale de l'Abitibi-Témiscamingue

En collaboration avec l'organisme GIRAT (Gestion de l'inforoute régionale de l'Abitibi-Témiscamingue), un partenariat a été développé pour l'élaboration d'un plan d'aménagement numérique devant couvrir l'ensemble de la région. La décision d'aller de l'avant avec ce plan résulte d'une volonté commune de franchir une étape de plus dans le développement de la connaissance des outils et des applications concernant les technologies de l'information et des communications dans la région. Le plan permettra également de dresser le portrait de la couverture et de la desserte du service Internet, d'accompagner les projets assurant une couverture optimale des secteurs géographiques et d'animer la concertation autour de la conception et du déploiement de services et d'innovations sur les plans éducatifs, culturels, économiques et municipaux. À terme, le but est de maximiser les branchements Internet haute vitesse à des coûts abordables, le numérique étant un atout incontournable du développement de l'Abitibi-Témiscamingue.

Par ailleurs, une invitation a été lancée par le GIRAT pour mettre à jour les données d'Industrie Canada en participant à une étude touchant la desserte de notre milieu par Internet. L'objectif touche l'amélioration de la connexion, ce qui pourrait grandement contribuer à la qualité des services dans les milieux ruraux. La population a été invitée à se rendre à la page du programme Un Canada branché qui vise à offrir un accès Internet plus rapide et plus fiable partout au pays. Une mise à jour des cartes nationales de la couverture à large bande a été produite, ce qui permettra de mieux cibler les régions dans lesquelles il pourrait exister des projets admissibles. C'est sur cette base qu'a été lancé un appel de projets auprès des fournisseurs de services Internet désirant obtenir une part de financement pour bâtir les infrastructures sans fil ou câblées jugées nécessaires. Les décisions doivent être prises au printemps 2015. Si le projet soumis par le GIRAT est retenu, il y aura une période pour ficeler les budgets.

## LE COUVERT BORÉAL

La Conférence régionale a cette année encore renouvelé sa participation à la diffusion d'articles de vulgarisation dans la revue *Le Couvert boréal*. Les articles ont traité des chemins multiusages, des espèces menacées et vulnérables, des retombées économiques associées à la faune ainsi que de la population des caribous forestiers de Val-d'Or.

## COMMUNICATIONS DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE

Cette année, quelque 1 500 clics ont été compilés pour les bulletins mis en ligne sur le site Web de la Conférence régionale; ils ont été diffusés en majorité par la voie des courriers électroniques. Les communiqués de presse ont entraîné pour leur part un peu plus de 5 000 clics alors que 140 entrevues ont été accordées à différents médias. Quant aux procès-verbaux des rencontres des membres du conseil d'administration, ils ont totalisé près de 1 400 clics. La fréquentation du site Web a suscité près de 14 000 visites en 2014-2015. Enfin, 300 personnes et organismes ont suivi les publications de la Conférence régionale tout au long de l'année par l'entremise de sa page Facebook.

# RESSOURCES NATURELLES ET TERRITOIRE

## COMMISSION RÉGIONALE SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET LE TERRITOIRE

### Travaux des commissaires

La Commission régionale sur les ressources naturelles (CRRNT) s'est réunie à six reprises durant l'année 2014-2015. Elle a fait des recommandations à la Conférence régionale sur les sujets suivants : chemins multiusages, filière des bleuetières, stations de lavage de bateau – espèces aquatiques envahissantes, consultation régionale sur le chantier de la production de bois, fonds minier régional, vision biomasse 2025, unités d'aménagement forestier, consultation régionale sur les aires protégées, enjeux de la foresterie au Témiscamingue, réflexion stratégique sur l'avenir de la CRRNT et de la concertation régionale, forum régional sur les ressources naturelles et le territoire et rendez-vous régional des ressources naturelles, programme de développement régional et forestier, rapport d'activités annuel 2013-2014 et plan d'action 2014-2015.

Au cours de l'année, MM. Luc Dupuis (président), Stéphane Gaussiran (Forêt et vice-président), Ambroise Lycke (Eau), Normand Grenier (MRC Abitibi) et Tomy Boucher (MRC de Témiscamingue) de même que Mmes Violaine Lafortune et Nathalie Deschesne (Ville de Rouyn-Noranda) ainsi que Patricia Boutin (Eau) ont cessé leur implication. Mmes Judith Sénéchal (Eau) et Mélanie Falardeau (MRC Abitibi) ainsi que MM. Frédéric Moreau (Forêt), Patrick Crocker (MRC Témiscamingue) et Ian Gravel (Ville de Rouyn-Noranda) sont devenus membres du groupe.

### Poursuite de la concertation régionale

Devant la décision du gouvernement du Québec d'abolir les CRÉ, les commissaires de la CRRNT se sont prononcés en faveur de la poursuite de la concertation régionale sur les ressources naturelles. Voici les éléments en appui à leur recommandation :

- Il est pertinent de maintenir une structure de concertation régionale afin de poursuivre l'adoption de recommandations à l'attention des élus et de maintenir la cohérence des actions des intervenants de la région.
- La concertation régionale doit continuer à s'appuyer sur des intervenants régionaux issus de la société civile, qui n'ont pas accès aux canaux d'influence des élus et des grandes entreprises.
- La concertation régionale touchant les ressources naturelles doit s'appuyer sur des moyens financiers suffisants pour parvenir à une prise de position éclairée.
- Les recommandations issues d'une table de concertation régionale sur les ressources naturelles doivent être rendues publiques.
- La concertation régionale sur les ressources naturelles doit continuer de se faire de manière intégrée, basée sur un usage multiressources et s'asseoir sur de multiples échelles d'intervention.
- Une réflexion devrait être menée quant à la multiplication des tables de concertation sectorielles.



CRRNT  
Commission régionale  
sur les ressources naturelles  
et le territoire



## Programme de développement régional et forestier

Le gouvernement du Québec a diffusé, en juillet 2014, un communiqué relatif au Programme de développement régional et forestier (PDRF), annonçant un investissement de 1,67 M\$ pour la région pour 2014-2015. Cela constituait une baisse de 22 % par rapport au budget alloué l'année précédente à la CRRNT pour ses activités de concertation régionale, les projets de mise en œuvre du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT), le fonctionnement des tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire (GIRT) et les appels de projets territoriaux délégués aux MRC. Le plan d'action 2014-2015 de la CRRNT ayant été adopté en septembre 2014, cela a ralenti la mise en œuvre du PRDIRT et a retardé l'acceptation des projets territoriaux par les MRC.

## Rendez-vous des ressources naturelles et Forum sur les ressources naturelles

Le 9 mai 2014 avait lieu le deuxième Forum régional sur les ressources naturelles et le territoire public. Cette édition se déroulait dans le cadre d'une activité plus large, soit le Rendez-vous des ressources naturelles, organisé conjointement par l'Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue (AFAT), la Chaire industrielle CRSNG UQAT-UQAM en aménagement forestier durable, le département de technologie forestière du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que la direction régionale du ministère des Ressources naturelles. Le thème traité était les « Feuillus boréaux ». Plus de 120 personnes étaient présentes au Motel Villa mon repos de La Sarre. Le Forum a été l'occasion de présenter le bilan des travaux de la Conférence régionale et de sa CRRNT et de prioriser une vingtaine d'actions. Il a également permis de procéder au renouvellement des mandats d'une partie des commissaires de la CRRNT.

## TABLES GIRT

La Conférence régionale a signé une entente avec la direction régionale du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) pour le financement des activités des tables GIRT prises en charge par les MRC et la Ville de Rouyn-Noranda. Ce protocole prévoit que la Conférence régionale doit verser les montants associés à la participation des tables GIRT à la planification forestière et la prise en charge des consultations publiques par les MRC/Ville prévues à la Loi. Les sommes dédiées à cette entente proviennent du PDRF. L'entente prendra fin en mars 2018.



## RESSOURCES FORESTIÈRES

### Projets financés

Des discussions ont été amorcées à l'automne 2014 entre Tembec, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), la MRC de Témiscamingue, la Société de développement du Témiscamingue (SDT), la Conférence régionale et le Groupe CAF afin de maintenir et de développer une activité économique durable au Témiscamingue. Plusieurs enjeux ont été ciblés, tant pour le volet stratégique que pour le volet opérationnel. Un projet visant à réaliser une programmation forestière optimisée sur 15 ans en a découlé. Le projet se réalisera en 2015. La programmation sera transmise au MFFP pour la confection des plans en prévision de la saison 2016-2017. La Conférence régionale contribue pour une somme de 34 000 \$ au projet.

La Conférence régionale a financé une partie d'un projet d'acquisition de connaissances sur la forêt préindustrielle du Témiscamingue à partir de carnets d'arpentage. Le projet porte sur la reconstitution de la composition de cette forêt à partir des archives de l'arpentage primitif. M. Victor Danneyrolles, étudiant au doctorat à l'UQAT, a présenté l'état d'avancement de son projet de recherche au colloque organisé par la Chaire AFD en novembre 2014. Ses résultats préliminaires démontrent qu'il y avait plus de résineux avant le début de l'exploitation industrielle de la sapinière à bouleau jaune.

Le Centre de recherche industriel du Québec (CRIQ) a développé le concept des centres de valorisation de la fibre (CVF), des lieux de coordination, de tri et de transformation du bois situés en amont des usines. Selon ce concept, l'attribution de la fibre serait rendue disponible selon les demandes des usagers, réduisant les pertes de matières imputables au modèle actuel d'approvisionnement non différencié. Cela permettrait d'accroître la valeur des produits fabriqués. L'étude *Analyse de la chaîne de valeur pour accompagner la transformation du tissu industriel forestier de l'Abitibi-Témiscamingue*, réalisée en 2013 par Del Degan Massé dans le cadre des travaux de la CRRNT, recommande la mise en place d'un tel centre dans la région. La réalisation

du projet a été inscrite au plan d'action 2014-2015 du PDRF, ainsi que comme projet de mise en œuvre du PRDIRT.

De son côté, le MFFP a lancé le Chantier feuillu afin de s'attaquer à l'aménagement et à la mise en valeur de la forêt feuillue au Québec. La direction régionale du MFFP reconnaît le Centre de valorisation de la fibre comme une avenue prometteuse pour solutionner cette problématique. Elle a confié un mandat au CRIQ pour réaliser une étude préliminaire sur l'implantation d'un centre de valorisation de la fibre dans la région. La Conférence régionale participe au projet qui se terminera à l'été 2015.

### Rencontres et représentations

Le 11 septembre 2014, une rencontre a eu lieu avec REXFORÉT. Cette filiale d'Investissement Québec assure la mise en œuvre de programmes gouvernementaux d'aménagement forestier dans les forêts publiques de la région pour le MFFP. L'organisme confie l'exécution des travaux d'aménagement en forêt publique à des entreprises régionales spécialisées à partir des travaux planifiés par le ministère. La rencontre a permis d'apprendre que pour l'année 2014, 56 entreprises ont obtenu des contrats et qu'un montant de 19,4 M\$ est en voie d'être investi pour diverses catégories de travaux.

La mise en place du nouveau régime forestier a amené son lot de changements et REXFORÉT collabore avec le ministère et les entreprises pour améliorer le processus d'octroi de contrats pour les travaux sylvicoles. La mise en place d'appels d'offres constitue une nouveauté pour ces entreprises, qui transigeaient avec les usines de transformation de gré à gré. Cela requiert le développement d'une expertise en matière de préparation de soumissions. Également, les appels d'offres pour une partie des contrats favorisent l'arrivée d'entreprises de l'extérieur de la région, ce qui demande aux entreprises d'ici d'être plus compétitives.

Lors d'une visite à Senneterre le 8 avril 2014, des représentants de la Conférence régionale et de la CRRNT ont rencontré M. Robert Beauregard, doyen de la Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique de l'Université Laval. Celui-ci était dans la région à titre de président du Chantier sur la production de bois, un chantier commandé par le gouvernement du Québec. La rencontre a permis de faire état de l'avancement des travaux du Chantier et de présenter ceux de la CRRNT touchant les chemins multiusages.

À l'automne 2014, en marge de la visite du Chantier de la production de bois, la Conférence régionale réunissait les principaux acteurs de l'industrie forestière régionale pour discuter des éléments communs pouvant contribuer à la relance de l'industrie. Le 22 octobre, une lettre a été transmise au ministre Lessard, énumérant les principales recommandations émanant de l'industrie et des intervenants du milieu forestier et pour lesquelles des actions rapides étaient souhaitées. Les thèmes du coût de la fibre, du bureau de mise en marché des bois, des volumes disponibles et des divers enjeux sociaux et environnementaux y ont été abordés. Le président de la Conférence régionale a ensuite rencontré le ministre des Forêts de la Faune et des Parcs. Des volumes supplémentaires ont alors été attribués à certaines entreprises.

Lors du congrès annuel de l'Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue (AFAT), la Conférence régionale a profité de la tribune qui lui était offerte pour présenter aux acteurs du secteur forestier la CRRNT, son organisation, son rôle et certaines de ses réalisations.

## Transformation et utilisation du bois

En cours d'année, le créneau Accord SCISA est devenu ÉPINEX. Ce changement est attribuable au regroupement des créneaux ACCORD associés aux produits du bois de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Il résulte également d'un exercice de planification stratégique, qui permettra de recentrer la mission du créneau vers les systèmes de construction en bois, tout en lui accordant une marque de commerce associée aux caractéristiques de l'épinette. La participation financière de la Conférence régionale s'est terminée cette année.

L'année 2014-2015 a été marquée par la relance des activités du Groupe régions du Bureau de promotion des produits du bois du Québec (QWEB), à la suite d'une entente entre ce dernier et le ministère des Ressources naturelles. La Conférence régionale a renouvelé son adhésion au QWEB et M. Jean-François Turcotte a agi comme vice-président du Groupe région. Toutefois, les annonces concernant l'abolition des CRÉ ont considérablement freiné la mise en œuvre du plan d'action. Le dossier de la mise à jour du Répertoire des produits du bois a quand même avancé.

Le conseil d'administration de la Conférence régionale a accepté de financer, à partir du PDRF et après consultation de la CRRNT, le projet Mise en valeur de l'expertise régionale en construction bois, présenté par Épinex. Le projet, qui fait suite à la stratégie de promotion des produits du bois et au travail du démarcheur-bois en 2010, consiste à mettre à jour le répertoire des projets de construction en bois dans la région et vise la promotion de ces projets en Abitibi-Témiscamingue. L'AFAT agira comme chargée de projet.



## Annonces

Le 30 avril 2014, le président de la Conférence régionale s'est dit très heureux de l'annonce du premier ministre du Québec et du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs concernant les fonds dévolus aux travaux sylvicoles à l'échelle de la province. Il s'agissait d'une très bonne nouvelle pour la région, mais surtout pour les communautés forestières (23 M \$ en 2014-2015). En février 2015, la Conférence régionale également accueilli avec plaisir l'annonce d'un investissement de 47 M\$ sur 2 ans pour la réalisation de travaux sylvicoles (2015-2016 et 2016-2017).

À l'automne 2014, Le Forestier en chef, M. Gérard Szaraz, annonçait qu'il avait terminé son évaluation des volumes de bois non récoltés de la période 2008-2013. Ces volumes pourraient, au choix du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, être laissés sur pied, mis en marché par le Bureau de mise en marché des bois ou vendus à des usines de transformation des bois. L'analyse d'écart entre les volumes récoltés et les possibilités forestières révèle que 56 millions de mètres cubes de bois de la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2008 au 31 mars 2013 n'ont pas fait l'objet de récolte. Ce résultat s'explique par un ralentissement important des activités forestières en raison d'une conjoncture économique défavorable. À la suite de ce calcul, la région disposerait de 5 454 300 m<sup>3</sup> de bois disponible (toutes essences confondues), soit 26 % du volume total disponible dans la province.

L'année 2015 a marqué l'entrée en vigueur du Règlement sur l'aménagement durable des forêts. Ce nouveau règlement permettra de faciliter la certification forestière des territoires forestiers du Québec ou le maintien des certificats en vigueur et d'assurer la concordance avec la norme de certification forestière FSC Canada, qui exigera sous peu le libre passage du poisson dans les ouvrages permettant de traverser un cours d'eau.

Le 5 février 2015, le premier ministre du Québec était présent en Abitibi-Témiscamingue. À Amos, il a rendu public l'octroi d'un prêt de 18 M\$ à Forex pour son projet de relance de l'ancienne usine Tamlam. En plus de permettre le redémarrage des opérations, l'appui financier rend possible la construction d'une usine de fabrication de panneaux à lamelles orientées (OSB). Le projet totalise des investissements de 70 M\$ et devrait permettre de créer 350 emplois. Par ailleurs, 750 000 m<sup>3</sup> de peupliers et de bouleaux seront rendus disponibles pour la relance de l'usine. Du côté de Val-d'Or, le premier ministre s'est rendu à l'usine Uniboard à qui Investissement Québec a consenti un prêt de 24 M\$. Les améliorations qui seront apportées à l'entreprise, pour un coût total de 53 M\$, devraient permettre la consolidation de 180 emplois directs et de 335 emplois indirects.



## RESSOURCES MINIÈRES

### Projet d'exploitation de nickel à Launay

La Conférence régionale a déposé un mémoire dans le cadre de l'enquête et de l'audience du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) touchant le projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay le 10 juin 2014. Ce projet, mené par la compagnie Royal Nickel Corporation (RNC), est majeur pour les communautés de Launay et de Trécesson, pour la MRC d'Abitibi ainsi que pour l'ensemble de la région. Des retombées économiques positives y sont associées, mais des impacts sociaux et environnementaux en découleront également.

Le mémoire de la Conférence régionale mentionne que le projet devrait être autorisé. La compagnie a su innover pour une meilleure participation du milieu et elle doit poursuivre dans cette voie. Elle a également proposé des mesures d'atténuation et de suivi. Malgré cela, la Conférence régionale a voulu s'assurer que le BAPE analysera les risques associés à l'eau souterraine et au chrysotile.

Le projet Dumont, comme tous les autres projets miniers, exploite des ressources non renouvelables dans un contexte de cycles de marchés des métaux haussiers et baissiers. Afin que les projets miniers et l'industrie minière contribuent au développement durable de l'Abitibi-Témiscamingue, la Conférence régionale a insisté sur la mise en place de moyens permettant de poursuivre le développement régional d'après-mine. C'est pourquoi elle a demandé à RNC de contribuer à la maximisation des retombées économiques à partir des outils proposés par le Comité de maximisation des retombées économiques en Abitibi-Témiscamingue (ComaxAT) et le gouvernement. L'objectif est de pouvoir redistribuer aux communautés une partie des redevances et d'assurer la vitalité des collectivités minières et de la région.

À la suite de la réception du rapport du BAPE, la Conférence régionale s'est réjouie que plusieurs conditions liées à l'environnement, qu'elle jugeait nécessaires, aient été retenues. Toutefois, des éléments importants se rapportant à l'acceptabilité sociale, précisés dans son mémoire présenté au BAPE, n'ont pas été retenus. Dans un communiqué, le président de la Conférence régionale a indiqué qu'il aurait

été intéressant de voir des conditions plus précises touchant certains aspects environnementaux et les retombées économiques. Il y soulignait que les analyses en matière de santé publique ont été faites, mais que les poussières et les contaminants qui la composent n'ont pas fait l'objet de recommandations spécifiques à l'égard de la santé du personnel qui œuvre sur le site minier. Par ailleurs, la Conférence régionale privilégiait le transport par rail, mais ce mode de transport n'a pas été commenté par le BAPE. Si le réseau routier régional devait être davantage sollicité, il est évident que des impacts environnementaux et de sécurité se feraient sentir.

### Acceptabilité sociale

L'acceptabilité sociale des projets miniers semble acquise dans une région où cette industrie a été en quelque sorte à la genèse de sa création et de sa croissance. Toutefois, au même titre que la société évolue dans ses valeurs, l'industrie et la population de l'Abitibi-Témiscamingue ont, elles aussi, évolué. Afin de mieux participer à l'essor économique régional et dans le respect de la mission de la Conférence régionale, les membres du conseil d'administration ont adopté, en octobre 2014, une résolution autorisant l'agent de développement responsable des dossiers mines et énergie à siéger aux comités consultatifs de citoyens et comités de suivi mis de l'avant par les minières à travers l'Abitibi-Témiscamingue. Cette initiative s'alignait très étroitement avec le nouveau plan quinquennal de développement 2014-2019.

L'exercice de concertation et d'échanges transparents entre les minières et les citoyens de proximité a permis à la Conférence régionale d'intervenir sur trois tribunes : IntegraGold, Canadian Malartic et Wasamac. La présence de la Conférence régionale permettait de poser des questions constructives aux minières, de vulgariser l'information présentée et surtout d'agir comme un vecteur de partage des « bonnes pratiques » entre les comités de citoyens de la région. Malheureusement, l'annonce de la fermeture de la Conférence régionale met fin à cette participation.

### **Institut nordique du Québec : une expertise régionale à considérer**

L'annonce de la création de l'Institut nordique du Québec dans le cadre de la relance du Plan Nord a interpellé la Conférence régionale. La nouvelle a été jugée positive dans un communiqué diffusé en octobre 2014, mais la Conférence régionale aurait préféré que l'expertise de l'UQAT soit mise à profit dès le départ par le gouvernement du Québec. Le président y exprimait donc sa déception à ce sujet.

### **Colloque sur les mines à ciel ouvert**

Le 18 octobre 2014 se tenait à Rouyn-Noranda un colloque sur les mines à ciel ouvert organisé par la coalition Pour que le Québec ait meilleure mine! Le colloque visait à définir les enjeux et les solutions touchant la santé publique et la qualité de l'environnement dans un contexte de mines à ciel ouvert. M. Joël Pagé, agent de développement invité comme panéliste, a présenté le point de vue régional sur les actions possibles par le gouvernement et par les différents acteurs concernés par les mines à ciel ouvert.



## CHEMINS MULTIUSAGES

Longtemps définis sous le terme de « chemins forestiers », les chemins multiusages permettent l'accès au territoire forestier et à ses multiples ressources. C'est en 2008 que la CRRNT s'est intéressée un peu plus à cet enjeu de l'accès au territoire, qui est devenu plus criant à la suite des difficultés qui ont frappé le domaine forestier.

L'envergure du projet est imposante et le niveau de complexité est particulièrement élevé. En 2013, il a été proposé de scinder le sujet. Deux rapports ont été déposés en avril 2014. L'un porte sur les hypothèses de financement et l'autre sur une revue de littérature ainsi que sur une méthode de priorisation du réseau routier. Le document *Hypothèse de financement du réseau des chemins multiusages à l'intention du travail de réflexion des CRRNT* a été produit par M. Michel Vincent, de la firme DelDegan Massé. Il regroupe l'ensemble des connaissances pour orienter les CRRNT vers la sélection d'un système permettant de financer adéquatement l'entretien des chemins à l'échelle des régions administratives. Le document *Cadre de référence et démarche de priorisation du réseau des chemins multiusages en Abitibi-Témiscamingue* a été produit à l'interne par Mme Nathalie Dallaire et un spécialiste de l'approche multicritère, M. Jean-Philippe Waaub. On y retrouve l'ensemble des connaissances nécessaires pour faciliter la prise de décisions dans la priorisation du réseau de chemins multiusages en Abitibi-Témiscamingue. Ensemble, ces deux documents contiennent l'expertise nécessaire afin d'amorcer trois chantiers, de concert avec les autres régions du Québec : la gouvernance et le portrait du réseau ainsi que le financement de son entretien. Les rumeurs de l'abolition de la Conférence régionale et de la CRRNT ont fait en sorte que les travaux ont été suspendus à la fin de l'automne 2014.

## TABLE RÉGIONALE SUR L'ÉNERGIE

La Conférence régionale a participé aux activités de la Table régionale de l'énergie, laquelle est coordonnée par le Conseil régional de l'environnement. Les travaux ont porté sur l'élaboration du plan d'action, mais ils ont surtout permis d'améliorer le portrait de la consommation de pétrole dans la région par la documentation touchant la consommation réelle par les principaux sites industriels de la région. Ces données permettront de mieux cibler les actions régionales pour réduire la dépendance au pétrole.

## VILLÉGIATURE SUR TERRES PUBLIQUES

La mise en place des CRRNT et l'élaboration des PRDIRT font en sorte que les directions régionales du ministère des Ressources naturelles ne réalisent plus de planifications stratégiques, notamment celles associées au développement de la villégiature sur terres publiques. Le dernier plan régional de développement portant sur les terres publiques a été adopté en 2009, après un exercice de concertation et de consultation réalisé par le ministère. La CRRNT n'a pas priorisé de mise à jour ou de modification de cette planification, alors que certaines communautés veulent développer des projets sur leur territoire en bordure de lacs non planifiés, particulièrement dans le contexte de la délégation de la gestion des baux de villégiature aux MRC. Plusieurs rencontres d'information et de recherche de solutions ont été tenues entre certaines MRC, le ministère et la Conférence régionale pour trouver des solutions au regard de ce dossier.



## RESSOURCES FAUNIQUES

### Table faune régionale

Au cours de l'année 2013-2014 la Conférence régionale a participé à deux rencontres de la Table faune régionale au cours desquelles les principaux sujets abordés ont été le réservoir Kipawa, avec le plan de gestion du touladi et la problématique du marnage, l'état de situation de la harde du caribou forestier de Val-d'Or, le plan de gestion de l'ours noir et du dindon sauvage, et les résultats de la saison de chasse de 2014.

### Espèces en situation précaire

À la fin de l'année 2013, un document portant sur les espèces en situation précaire a été produit dans le cadre de la mise en œuvre du PRDIRT. Afin d'œuvrer dans le domaine de la biodiversité, il devenait nécessaire de prioriser un projet portant sur les espèces en situation précaire, menacées ou vulnérables. Plusieurs guides ou brochures d'information traitent de ce sujet, mais peu de signalements étaient rapportés par les nombreux utilisateurs de la forêt. Un projet de recherche a donc été proposé afin de documenter les types d'endroits où ces espèces pouvaient être observées. Cet ouvrage a demandé un grand travail de révision et de recherche.

### Caribous

Grâce à la participation financière de la Conférence régionale, d'Agnico-Eagle, des Mines Richmond, de la Fondation de la faune du Québec, et de l'implication du personnel du ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs, de l'Association de chasse et pêche de Val-d'Or et de celle des riverains du Lac Sabourin, une opération de capture et de garde en captivité des caribous forestiers de Val-d'Or a pu voir le jour. En avril 2014, quatre femelles en gestation ont été capturées et placées en enclos, ce dernier ayant été financé grâce aux fonds délégués à la Conférence régionale. Durant quatre mois de captivité, les caribous ont été nourris et surveillés. La garde s'est bien déroulée et trois faons sont nés. Les sujets ont été remis en liberté au début du mois de juillet 2014. Grâce à la venue d'un nouveau partenaire financier, Canadian Malartic, une opération identique est projetée pour l'année 2015.

## AIRES PROTÉGÉES

La Conférence régionale a fait part de son malaise dans le processus de désignation des aires protégées dans une lettre adressée au ministre Heurtel. La Conférence régionale saluait la résolution du gouvernement d'atteindre 12 % du territoire protégé d'ici 2015. Elle déplorait toutefois la lenteur du processus de création du réseau des aires protégées sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue et mettait de l'avant le fait que les réserves projetées ayant fait l'objet d'une audience publique en 2007 étaient toujours dans l'attente d'un statut de réserve permanent.



## AUTRES FILIÈRES

### Tourbières

À l'invitation de la Corporation de développement de Senneterre, la Conférence régionale a participé à des activités d'information et de réflexion concernant le développement de la filière de la tourbe. Un promoteur est en démarrage d'entreprise pour l'exploitation d'une ancienne tourbière, alors que l'UQAT et le Centre technologique des résidus industriels (CTRI) font des projets de caractérisation de la tourbe et d'utilisation à des fins industrielles. L'Association des producteurs de tourbe horticole du Québec (APTHQ), qui agit aussi comme créneau ACCORD, apporte son expertise à la réflexion sur le développement d'une éventuelle nouvelle filière régionale.

### Bleuets

La Conférence régionale a collaboré à la réalisation d'un mandat octroyé par la ville de Rouyn-Noranda au Groupe de recherche sur l'eau souterraine de l'UQAT et visant à produire une étude concernant l'utilisation d'herbicide (glyphosate) dans le cadre du développement de bleuetières. La Ville de Rouyn-Noranda a octroyé un financement de 6 000 \$ permettant la réalisation de l'étude. La Conférence régionale a quant à elle versé une somme de 1 500 \$ destinée à la réalisation de cartes et autres travaux de géomatique appuyant l'étude. La recherche cible spécifiquement le territoire visé par l'appel de propositions pour le développement de bleuetières de la direction régionale du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), canton de Duprat. Elle fournit les renseignements de base nécessaires à l'évaluation des risques engendrés par l'utilisation de glyphosate dans le cadre de l'exploitation de bleuetières sur esker. Après validation auprès du comité de suivi, le rapport et les cartes seront visibles sur le site internet de la Conférence régionale.

### Eau souterraine

M. Vincent Cloutier, directeur scientifique du Groupe de recherche en eau souterraine (GRES) de l'UQAT, a présenté en mars 2014 les résultats des travaux d'acquisition de connaissances sur l'eau souterraine. La présentation portait sur le projet PACES-1, qui a favorisé une meilleure connaissance de l'eau souterraine dans l'est de la région. La partie ouest de l'Abitibi-Témiscamingue a aussi fait l'objet de la poursuite de travaux de recherche. Au-delà de la démonstration d'une rigueur scientifique, l'exposé de M. Cloutier a touché à l'importance du soutien régional. Rappelant que la mobilisation autour de la question de l'eau souterraine a débuté dans le secteur d'Amos, il a précisé qu'elle s'est ensuite étendue à l'ensemble de la région. Ce soutien régional et la signature de l'Entente spécifique sur le développement durable des ressources en eau souterraine dans la région (2009) ont permis au GRES d'obtenir deux mandats dans le cadre du Programme d'acquisition de connaissance sur l'eau souterraine (PACES) du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEFP). Ce soutien est arrivé au moment même où le GRES éprouvait des difficultés à financer ses recherches. Les perspectives de recherches sont ouvertes pour les années à venir grâce aux travaux réalisés à ce jour.

Le projet portant sur une revue de littérature sur les impacts de l'exploitation des ressources naturelles et des dépôts en tranchée sur l'eau souterraine s'est terminé en 2013. Ce projet a suscité l'intérêt, si bien que le GRES a proposé de le concrétiser dans un outil d'aide à la décision. Le projet vise en fait à soutenir financièrement la réalisation de projets relatifs aux ressources naturelles et au territoire public par le développement d'un outil géomatique adapté aux besoins des gestionnaires du territoire. Le but est de soutenir la gestion durable du territoire dans une perspective de protection des aquifères. Une somme de 22 000 \$ a été octroyée au projet par la Conférence régionale.



# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## VOLET 4

Voici la liste des projets acceptés et signés au 16 février 2015 dans le cadre du volet 4 de l'Entente spécifique sur le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue pour le développement d'un modèle d'affaires visant la mise en marché de produits différenciés. Rappelons que cette entente a pour objet de soutenir les regroupements d'entreprises agricoles et d'agrotransformateurs dans la mise au point et l'adoption d'un nouveau modèle d'affaires dans la région. Le but

ultime est de conserver un nombre stable d'entreprises et de favoriser la croissance ainsi que le développement durable de ce secteur d'activités. La présente année financière est la dernière année où des fonds étaient rendus disponibles. À la signature de cette entente, une somme de 840 000 \$ avait été allouée à la région pour les années 2010-2011 à 2014-2015. Un montant de 800 000 \$ était dédié à la réalisation de projets. Au 10 mars 2015, 738 000 \$ ont été versés aux promoteurs.

### Projets acceptés dans le cadre de l'entente touchant le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la région, 2014-2015



PROMOTEUR	PROJET	MONTANT (\$)
VITALIPRÉ, DÉVELOPPEMENT	OPTIMISATION DE PRODUITS FRAIS ET RÉDUCTION DES COÛTS	18 938 \$
FÉDÉRATION RÉGIONALE DE L'UPA	DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE PRÉCOMMERCIALISATION DU BŒUF ALLÉCHAMPS	100 000 \$
CAPRI-O-LAIT (AU NOM D'UN REGROUPEMENT)	VALIDATION POUR MISE EN MARCHÉ DE CAILLÉ DE CAPRIN	20 000 \$
AGRICULTURE NORDIQUE AXÉE SUR LA PRODUCTION BOVINE	MISSION EXPLORATOIRE EN FRANCE	10 000 \$
LE FROMAGE AU VILLAGE (AU NOM D'UN REGROUPEMENT)	AGENT DE PRÉCOMMERCIALISATION	100 000 \$
MIEL ABITÉMIS (AU NOM D'UN REGROUPEMENT)	DÉVELOPPEMENT D'UN VÉHICULE DE DISTRIBUTION D'AGROTRANSFORMATEURS VERS LE NORD-EST DE L'ONTARIO (COMMERCIALISATION)	49 562 \$
FERME NORDVIE INC.	MISSION EN SUÈDE, PETITS FRUITS	11 049 \$
MARCHÉ PUBLIC DE LA VALLÉE-DE-L'OR	NOUVELLES STRUCTURES PERMANENTES, PHASE 1	100 000 \$
ORIGINE NORD-OUEST	PERSONNES-RESSOURCES, SYMBIOSE	10 000 \$
COOP DE PRODUCTEURS BOVINS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	DÉVELOPPER UN MODÈLE D'AFFAIRES GLOBAL ET EFFICACE, BŒUF ALLÉCHAMPS	10 000 \$
ACCORD AGRICULTURE NORDIQUE AXÉE SUR LA PRODUCTION BOVINE	ÉCOLAIT (PRODUCTION BŒUF À L'HERBE)	87 000 \$
MARCHÉ PUBLIC DE LA VALLÉE-DE-L'OR	NOUVELLES STRUCTURES, PHASE 2	100 000 \$
FOIRE GOURMANDE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-EST ONTARIEN	RECRUTEMENT D'EXPOSANTS ET FORMATION COMMERCIALISATION	21 615 \$
REGROUPEMENT TEA TAXI, CHOCOLATERIE LE GISEMENT ET TRÉSORS BORÉALS	DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS ET COMMERCIALISATION	100 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>14 PROJETS</b>	<b>738 164 \$</b>

## ENTREPRENEURIAT

### CULTURE ENTREPRENEURIALE

L'entente de partenariat touchant le fonds de soutien et de développement de la culture entrepreneuriale en Abitibi-Témiscamingue couvre la période 2014-2016. Elle vise notamment la réalisation d'activités de soutien et de développement de la culture entrepreneuriale chez les jeunes âgés de moins de 35 ans. Un montant de 215 000 \$ a ainsi été rendu disponible et il a été réparti dans chaque territoire de MRC. S'y ajoute une somme de 20 000 \$ qui a été attribuée aux activités de concertation régionale. Pour la présente année, les plans d'action des territoires ont été reçus et leur réalisation est en cours. Il faut se rappeler que la Conférence régionale finance, dans le cadre de ce fonds, la mise en œuvre des plans d'action.

### ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Le projet de promotion de l'entrepreneuriat féminin est piloté par Femmessor. Il vise la réalisation de capsules vidéo et d'articles de journaux permettant de faire connaître l'apport des femmes à l'entrepreneuriat dans la région. Les fonds proviennent de l'Entente administrative sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, qui couvre la période 2011-2015.

## VALORISATION ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Valorisation Abitibi-Témiscamingue (VAT) poursuit ses objectifs d'augmenter le sentiment de fierté et d'appartenance de la population régionale envers sa région depuis maintenant 8 ans. S'ajoute à ce mandat celui d'augmenter le pouvoir d'attraction de la région auprès de ceux et celles qui n'ont pas encore fait le choix de l'Abitibi-Témiscamingue comme milieu de travail et de vie et d'augmenter le pouvoir d'enracinement de la région auprès des personnes nouvellement arrivées. Les objectifs de promotion de l'année étaient nombreux :

- Améliorer la connaissance sur les avantages de la vie en Abitibi-Témiscamingue, l'offre de formation et les perspectives d'emploi avant la première migration;
- Concentrer les efforts marketing sur une stratégie Web, incluant les réseaux sociaux, afin de permettre une communication directe entre les individus et les employeurs;
- Continuer de miser sur le fort potentiel d'emplois et de formation pour attirer des nouveaux arrivants;
- Développer le positionnement de la campagne « L'Abitibi-Témiscamingue » en fonction des attributs (qualité de vie, potentiel d'emplois, offre d'enseignement postsecondaire, culture, etc.);
- Générer et diffuser du contenu valorisant pour faire connaître la région auprès des clientèles cibles.



## D'UN PLAN D'ACTION RENOUVÉLÉ À... UN QUOTIDIEN CHAMBOULÉ

L'année a été bouleversée puisque, comme tous les groupes et comités de la Conférence régionale, VAT a connu un automne encombré de mauvaises nouvelles quant à son avenir. Les compressions du gouvernement auront laissé comme trace incertitude et ambiguïté quant à la possibilité de poursuivre les mandats. C'est ainsi qu'au lieu de travailler sur les actions prévues au plan, la permanence et la présidence ont convenu de mettre sur la glace quelques actions afin de faire face aux changements imposés par le gouvernement. VAT peut s'enorgueillir de posséder un capital de crédibilité bien établi dans la région. En période de crise, cette reconnaissance a servi l'idée même de poursuivre les mandats. Toutefois, au moment d'écrire ces lignes, et ce, malgré l'appui ressenti des décideurs de la Conférence régionale, rien n'est encore fixé quant à l'avenir de VAT. Voici un survol des activités réalisées.

## CONNAISSANCE DE LA RÉGION ET SENTIMENT D'APPARTENANCE

### De la fierté dans les écoles secondaires

VAT a développé quelques initiatives pendant l'année afin d'augmenter le sentiment d'appartenance des jeunes dans les écoles secondaires de la région. Parmi ces projets, notons les panaches dans les miroirs de certaines écoles, permettant aux jeunes de faire des égoportraits (*selfies*), la distribution de gourdes et d'autocollants à l'effigie du logo « JaimeAT » ainsi que l'animation d'ateliers sur la région lors du colloque Acti-jeunes et à l'école La Source.

### Un concours photo « J'aime l'Abitibi-Témiscamingue »

Du 15 septembre au 15 octobre 2014, la population était invitée à participer au concours « J'aime l'Abitibi-Témiscamingue » avec VAT et Geneviève Lagrois. Nous demandions aux participants de nous montrer leur endroit préféré dans la région et d'utiliser le mot-clic « #jaimAT ». Une séance photo avec la photographe Geneviève Lagrois a été remise à Émilie Morin (gagnante dans la catégorie des moins de 18 ans) et à Mélissa Drainville (gagnante dans la catégorie des 18 ans et plus). Toutes les photos du concours étaient simultanément rendues disponibles sur le nouveau site de VAT, sous l'onglet « jaimAT ». À ce jour, toutes les photos possédant le mot-clic #jaimAT sur Twitter, Instagram et Facebook se retrouvent sur ce site, permettant ainsi de le dynamiser avec du nouveau contenu visuel.



## L'ACCUEIL ET LA RÉTENTION DES NOUVEAUX ARRIVANTS

### Une formation pour la participation à un salon de recrutement

Avec la généreuse collaboration d'Emploi-Québec et de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, VAT a développé une formation afin d'outiller ses collaborateurs et partenaires qui participent à des salons de recrutement à l'extérieur de la région. Pendant une journée, les participants se familiarisent avec la région, prennent connaissance du marché du travail et reçoivent des conseils quant à la participation à un salon.

### La vidéo « Pour exister il faut rêver »

Fruit d'une première collaboration avec le cinéaste Éric Morin, une vidéo au contenu narratif émouvant a été produite par VAT et présentée en grande première au dernier Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue. Son contenu appelle les gens de l'Abitibi-Témiscamingue à reconnaître les valeurs qui ont construit leur région.

### 5<sup>e</sup> Semaine des nouveaux arrivants

Pour une cinquième année consécutive, les nouveaux arrivants en Abitibi-Témiscamingue ont eu toute l'attention de leurs voisins, amis et concitoyens, car une fête s'est préparée pour eux du 13 au 20 septembre 2014. Partout dans la région, les comités d'accueil ont mis la nappe pour un pique-nique d'envergure. Cette semaine fait également valoir la contribution des services d'accueil et d'intégration des étudiants étrangers de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) et du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.



## STRATÉGIE RÉGIONALE D'ATTRACTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

### Projet pilote de mobilité de main-d'œuvre et attraction ciblée de la main-d'œuvre

La Conférence régionale, en collaboration avec VAT, le Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Est (CJEAÉ) et La Mission locale de La Rochelle ont poursuivi le projet visant à recruter des travailleurs français. Ce projet vise à améliorer la croissance économique de l'Abitibi-Témiscamingue, région, où la rareté de main-d'œuvre se fait sentir depuis quelques années, et la région de La Rochelle, où le taux de chômage est très élevé.

VAT, déjà présente à de nombreuses activités d'attraction de main-d'œuvre au Québec et ailleurs, a compté sur l'expertise de la firme C.C. Consultants afin d'aider les entreprises à recruter la perle rare. En collaboration avec Lucie Poulin, consultante en ressources humaines, VAT a affiné son offre en ajoutant ces services : recherche de candidats, représentation lors d'activités nationales, entrevues de présélection, entretiens d'embauche et conseils en immigration. Le tout avait pour but de faire valoir les possibilités d'emplois là où se trouvent des travailleuses et travailleurs qualifiés. L'opération s'est très bien déroulée puisqu'un couple habite désormais Val-d'Or et un boulanger travaille maintenant au St-Honoré de Rouyn-Noranda.

Devant le succès, le modèle s'est élargi aux différentes plates-formes québécoises où VAT évolue habituellement en attraction. Plus d'une dizaine d'employeurs se sont engagés dans le projet pour une cinquantaine de postes à pourvoir. Toujours en collégialité avec la firme, la permanence de VAT a participé à des salons de l'emploi dans la région et à Montréal.

### Présentations dans les organismes de régionalisation

Des personnes immigrantes ont été rencontrées lors de quatre séances différentes afin de découvrir la région et d'en savoir plus sur les perspectives d'emploi.

### Le site Réseau recruteurs

L'animation du site Réseau recruteurs s'est faite cette année grâce à la collaboration de la firme C.C. Consultants. Ce site vise à mettre en réseau les recruteurs et à maximiser le placement de conjoints et les efforts de recrutement en rendant disponibles un calendrier des activités dédiées à l'attraction de main-d'œuvre au Québec ainsi qu'une banque de candidats souhaitant travailler dans la région.



# LES PERSONNES

## PERSONNES ÂÎNÉES

Juin 2014 a été marqué par le lancement de l'appel de projets lié à l'entente spécifique touchant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de l'Abitibi-Témiscamingue, entente à laquelle collabore la Table régionale de concertation des personnes âgées de l'Abitibi-Témiscamingue. Les fonds qui y sont associés proviennent du Secrétariat aux aînés, de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Conférence régionale. L'argent permet de soutenir les organismes qui œuvrent au service des personnes âgées. Couvrant la période 2013 à 2017, l'entente rend disponible un montant de 1,2 M\$ pour les organisations et les groupes désireux d'accroître le bien-être des personnes âgées. Une dizaine de projets avaient été retenus lors du premier appel de projets. En février 2015, une vingtaine de projets supplémentaires ont été autorisés. La fermeture de la Conférence régionale a forcé le retour de fonds au ministère responsable du dossier, qui lancera d'ici peu un appel de projets visant à distribuer les fonds restants.

## IMMIGRATION

La présente année financière n'aura pas été propice à la réalisation de grands chantiers en immigration. Il y a eu révision du programme et réduction du financement des services d'accueil ainsi que révision des mandats entre le ministère de l'Immigration de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et Emploi-Québec. Par ailleurs, il n'y a pas eu de nouvelle entente avec la Conférence régionale. Enfin, il faut noter la fermeture des bureaux régionaux du MIDI ainsi que l'annonce de l'abolition de la Conférence régionale.

## FAMILLES

En novembre 2014, une correspondance a été acheminée à la ministre de la Famille, Mme Francine Charbonneau, quant aux places à contribution réduite retournées par les promoteurs de l'Abitibi-Témiscamingue. Nous avons exposé à la ministre nos préoccupations quant au peu de places déployées au regard des besoins importants de l'Abitibi-Témiscamingue et à la possibilité que ces places retournées ne soient plus réservées pour la région. La réponse reçue n'est pas rassurante puisque rien n'a été décidé à ce sujet.

## AUTOCHTONES

### Projet de stages en entreprises pour des autochtones

Le projet pilote s'est conclu en cours d'année. Au total, 28 participants ont été recrutés et recommandés au programme. Parmi eux, 13 personnes ont obtenu un emploi et 8 sont toujours en emploi. Par ailleurs, quatre personnes ont obtenu un emploi avant d'être placées en stage. En tout, 81 employeurs potentiels ont été approchés. La participation de la Conférence régionale à ce projet visait à dispenser des sessions de sensibilisation aux réalités autochtones aux employeurs, et ce, en milieu de travail. Grâce au projet, 3 sessions de 4 heures ont eu lieu, regroupant 22 participants et participantes. L'approche personnalisée auprès des entreprises par une ressource coordonnant le projet, l'appariement entre employeurs et stagiaires et le suivi individualisé des candidats auront été parmi les pratiques gagnantes ayant favorisé le bon déroulement du projet.

### Méthodologie d'aide à la décision

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT), la Conférence régionale a accepté de financer le projet Méthodologie autochtone d'aide à la décision, présenté par la communauté de Lac-Simon, et auquel collabore la communauté de Pikogan. Le projet consiste à élaborer un canevas ou un guide de référence qui se traduira concrètement dans une méthodologie qui viendra consolider plusieurs outils décisionnels pertinents et complémentaires en vue d'une participation significative des communautés en amont de la planification touchant l'utilisation du territoire et des ressources naturelles. Ces communautés désirent concevoir des lignes directrices d'étapes à suivre, d'intrants à utiliser et de techniques à employer pour prendre des décisions éclairées concernant les projets qui leur sont soumis.

## FEMMES

### Des filles en action

Ce projet est en cours et il vise à promouvoir l'activité physique chez les filles ainsi que le leadership féminin dans les sports. Le travail de concertation a permis d'offrir une formation aux éducateurs physiques lors de la journée pédagogique régionale tenue le 7 novembre 2014. Kino-Québec a défrayé les coûts. La formation visait à sensibiliser ces derniers sur les actions, attitudes et besoins différents des filles dans le cadre d'activités physiques. Ces enseignants ont accepté le mandat de devenir des agents de « contamination ».

### Salon des métiers non traditionnels

Le salon de l'emploi et des métiers non traditionnels pour les femmes a eu lieu le 6 novembre 2014. L'achalandage a été d'environ 100 personnes. L'activité a connu un franc succès pour le dîner-conférence, avec 70 participants, et pour les ateliers de discussion animés par le Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME), un organisme situé à Sherbrooke. Les exposants étaient satisfaits de cette première édition. Ils ont noté que les participantes étaient beaucoup plus impliquées et posaient beaucoup de questions comparativement à un salon de l'emploi plus classique. L'ensemble du projet a contribué à sensibiliser les employeurs par rapport à la main-d'œuvre féminine et des outils en gestion des ressources humaines leur ont été offerts. Les femmes ont quant à elle eu l'opportunité de mieux connaître les formations disponibles et les employeurs potentiels. Ce dossier a été piloté par C.C. Consultants.

### Plateforme de réseautage

Un projet portant sur une plateforme de réseautage regroupant des femmes et des jeunes élues ou impliquées dans des conseils d'administration est en démarrage. L'objectif est de favoriser un maillage et de développer du mentorat tout en facilitant l'accès aux informations pertinentes. Femmessor pilote le projet.

### Foire de l'entrepreneuriat

La Foire de l'entrepreneuriat a été organisée par la Chambre de commerce et d'industrie de Val-d'Or. Conférences, panel et réseautage ont constitué le principal contenu de la journée. Les enjeux liés aux femmes en entrepreneuriat ont été abordés, plus particulièrement lors du panel sur l'heure du dîner. L'activité a été promue dans les réseaux des femmes en affaires.

Un partenariat a pris place avec Femmessor Abitibi-Témiscamingue. Une brochure de l'organisme a d'ailleurs été insérée dans tous les sacs remis aux participants et participantes. Les cinq territoires de MRC étaient représentés parmi les 225 personnes, dont la moitié étaient des femmes, qui ont assisté à l'activité. Le taux de satisfaction des participants et participantes est élevé. Mentionnons finalement que la collaboration avec la chambre de commerce a été excellente même si, de son propre chef, elle n'aurait pas abordé les enjeux liés à l'entrepreneuriat féminin dans le cadre d'une telle activité. La journée aura donc atteint son but, à savoir mettre de l'avant l'entrepreneuriat féminin dans une activité régionale



## Projet Roxane

Le projet Roxane est un outil de sensibilisation s'adressant aux adolescents de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> secondaire qui touche la violence dans les relations amoureuses. Les jeunes circulent dans un corridor ou un labyrinthe et disposent d'un audioguide, en compagnie d'intervenants spécialisés. La prévention des agressions à caractère sexuel et de la violence conjugale dans toutes ses formes est visée. Les objectifs sont de déterminer des comportements violents dans un contexte amoureux, de promouvoir de saines relations égalitaires entre les hommes et les femmes ainsi que la présence de ressources spécialisées et, éventuellement, de réduire le nombre d'agressions à caractère sexuel et conjugal.

Les écoles ont boycotté plusieurs activités cette année, dont le projet Roxane. La Commission scolaire du Lac-Témiscamingue a, pour sa part, mentionné vouloir activer ce projet aux deux ans. Le projet a été présenté à Lac Simon en novembre 2014, avec le soutien du Secrétariat à la condition féminine. Il a engendré beaucoup d'intérêt du côté des autres régions du Québec et il y a des grandes chances qu'il soit reproduit ailleurs dans la province.

## Recherche sur la prostitution

Une recherche touchant la prostitution dans la région a été menée par le Gîte l'autre porte, un organisme implanté à Val-d'Or. Le document clarifie le portrait particulier de la prostitution en Abitibi-Témiscamingue et des femmes en tirant des revenus. Cette problématique était méconnue jusqu'à maintenant, particulièrement pour les secteurs plus ruraux.

## Conciliation famille-travail-études

L'objectif du projet est de déterminer un moyen pour promouvoir de façon constante, à l'échelle régionale, la démarche et les outils relatifs à la conciliation famille-travail-études, particulièrement pour les secteurs du commerce ainsi que de l'hébergement et des services. Plusieurs initiatives ont été réalisées par le passé dans la région et il existe beaucoup d'outils. Par contre, une fois les projets terminés, ces outils deviennent plus difficilement accessibles. Un plan de communication a été réalisé par Mme Renée Nolet, chargée de projet, afin de déterminer la ou les meilleures méthodes permettant de s'adresser aux entreprises dans les secteurs du commerce et des services afin de pérenniser les actions et les outils.

## Formations

Deux formations ont été dispensées à l'automne 2014 aux groupes de services destinés à la clientèle des femmes (ex. : CALAC). La première portait sur les demandes de subvention et la rédaction de projets. La deuxième touchait l'attraction et la rétention du personnel. On note une diminution de la participation pour ces activités au fil du temps : 13 participantes avaient été enregistrées lors de la tenue de la première activité, mais la dernière formation n'a regroupé que six personnes. Le taux de satisfaction est toutefois élevé et le contenu des formations colle bien avec la réalité des participantes, selon leur évaluation.



## JEUNES

Cette année, le gouvernement a prolongé la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 pour une deuxième année consécutive, ce qui reporte l'entrée en vigueur d'une nouvelle stratégie au 1<sup>er</sup> avril 2016. Toutefois, l'arrivée du projet de loi visant l'abolition de la Conférence régionale a changé les habitudes de travail et de fonctionnement du Forum jeunesse. Ce dernier a entamé un processus d'incorporation en décembre et il est devenu un organisme sans but lucratif autonome en février 2015.

### Concertation

La concertation des intervenants jeunesse a pris différentes formes. Une partie des efforts de concertation passe par les actions jeunesse structurantes (AJS), des actions développées et conclues afin de créer un levier significatif sur le développement des jeunes et de la région. La concertation passe également par les contacts avec les tables jeunesse et avec différents organismes. La région s'est mobilisée en novembre 2014 afin de réagir aux différents projets de loi ayant un impact sur la vitalité et le pouvoir de décision de la région. Le FJAT a participé à cette mobilisation. Une dizaine de jeunes, en collaboration avec le FJAT, ont rédigé une déclaration sur l'avenir du développement régional. Du travail de sensibilisation a également été fait quant aux impacts des changements pour les jeunes de la région par l'entremise du site Touche pas à ma région [www.mobilisation-abitibi-temiscamingue.org](http://www.mobilisation-abitibi-temiscamingue.org). En tout, le FJAT a participé à plus d'une centaine de rencontres touchant différentes thématiques (planification stratégique, saines habitudes de vie, services jeunesse, développement social, lutte énergétique, développement des communautés et autres).

### Représentation

Le FJAT diffuse les postes disponibles dans les lieux décisionnels de la région, les lieux de prise de parole et il soutient la participation des jeunes par de l'aide financière, logistique ou de l'accompagnement. L'objectif est de s'assurer que des jeunes d'ici soient représentés à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Dans la région, du soutien a été offert à 15 jeunes administrateurs du FJAT et à 10 autres jeunes pour la rédaction de la déclaration sur l'avenir du développement régional. À l'échelle nationale, un accompagnement a été assuré auprès de quelque 25 jeunes de la région (congrès de la FQM ou des forums jeunesse régionaux du Québec, colloque sur le leadership jeunesse des Écoles vertes Brundtland, etc.).

### Rôle-conseil

Cette année, le FJAT s'est exprimé publiquement sur les enjeux touchant la jeunesse qui peuvent avoir des impacts sur le développement régional et l'épanouissement des jeunes. Il s'est aussi positionné à l'échelle nationale par des avis touchant l'immigration, la diversité et l'inclusion, la Stratégie de développement durable, l'intimidation, les piliers de l'intervention jeunesse et le projet de loi n° 28 touchant le développement régional. Il a enfin exercé son rôle-conseil en mettant en lumière dans les médias des actions ou des nouvelles touchant la jeunesse.

### Fonds régional d'investissement jeunesse

Pour l'année 2014-2015, 446 530 \$ ont été investis dans la communauté par le FJAT grâce au Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) et aux actions jeunesse structurantes (AJS). Plus spécifiquement, 28 projets ont été soutenus grâce au FRIJ à travers l'Abitibi-Témiscamingue pour des projets de courte durée. S'y ajoutent huit projets inscrits dans le cadre des fonds associés AJS pour des projets de plus longue durée.

## Projets locaux et régionaux, 2014-2015

	PROMOTEURS	MONTANTS (\$)
<b>PROJETS RÉGIONAUX</b>		
COLLOQUE SUR LA CITOYENNETÉ DES JEUNES	CONSEIL DE LA CULTURE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9 500
ON S'AFFICHE	L'INTERLOCAL DE JEUNES	2 150
CONSOLIDER DES OUTILS DE PROMOTION ET D'ANIMATION	CAMP-ÉCOLE CHICOBÌ	8 000
GÉNÉRATION ENV'R	CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12 350
MICHEL ET LE LOUP	PRODUCTIONS DU RACCOURCI	8 000
<b>MRC D'ABITIBI</b>		
CAMPING ET SURVIE EN FORÊT	MAISON DES JEUNES LE KAO	3 000
LES ATELIERS DU FRÈRE TOC	MOBILISATION ESPOIR JEUNESSE	2 000
IMPROVISATION	POLYVALENTE LA FORÊT	4 000
RENDEZ-VOUS PANQUÉBÉCOIS DE SECONDAIRE EN SPECTACLE	VILLE D'AMOS	10 000
<b>MRC D'ABITIBI-OUEST</b>		
CULTIVONS LA DIFFÉRENCE	CENTRE DE FORMATION GÉNÉRALE LE RETOUR	3 000
30 ANS DE LA MAISON DES JEUNES	MAISON DES JEUNES LA SARRE	3 500
ACHAT DE LUGES DE PETIT FORMAT POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS	PARASPORT ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4 000
FESTIVAL DES LANGUES SALES	FESTIVAL DES LANGUES SALES	5 000
REJOIGNONS CLERMONT	REVITALACTION CLERMONT	9 000
<b>VILLE DE ROUYN-NORANDA</b>		
SALON ÉTUDIANT/CUISINE	ÉCOLE LA SOURCE	6 000
ÉCOLE DE SOCCER DU BORÉAL	CLUB DE SOCCER BORÉAL	9 212
LES « BLINDS DATES » MUSICAUX	LE PETIT THÉÂTRE DU VIEUX NORANDA	6 000
ACTIVITÉ DE RECONNAISSANCE DE L'IMPLICATION CITOYENNE	COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DU JOURNAL CULTUREL DE LA RÉGION	8 000
SENSIBILISATION ET INFORMATION SUR L'HABITATION ÉCOLOGIQUE	GROUPE ÉCOCITOYEN (GÉCO)	8 000
<b>MRC DE TÉMISCAMINGUE</b>		
LA HALTE CLARITAL	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DE LAVERLOCHÈRE	6 000
CAMBIO	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU TÉMISCAMINGUE	8 000
PEJIG INEWIWIN «ONE VOICE»	TIMISKAMING FIRST NATION	4 000
<b>MRC DE LA VALLÉE-DE-L'OR</b>		
ON BOUGE POUR L'AVENIR	CENTRE COMMUNAUTAIRE ST-EDMOND DE VASSAN	2 000
IMPLICATION DES PARENTS DANS LEUR RÔLE ÉDUCATIF	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE BOUT CHOU ET CASSE-COU	4 000
TRAVAIL DE MILIEU, VOLET ENTREPRENEURIAT	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI D'ABITIBI-EST	10 000
5 ANS DE MUSIQUE	JEUNES MUSICIENS DU MONDE	10 000
JEUNESSE ET AFFAIRES, UNE FUSION GAGNANTE	CHAMBRE DE COMMERCE DE VAL-D'OR	5 500
10 JOURS DE SPECTACLES POUR LA RELÈVE	FESTIVAL DE LA RELÈVE INDÉPENDANTE MUSICALE	5 000
	<b>TOTAL</b>	<b>175 212</b>

## Projets financés grâce aux actions jeunesse structurantes

L'entente en participation citoyenne permet au Forum jeunesse de mettre en œuvre des activités qui favorisent la participation citoyenne : éduquer les jeunes à la citoyenneté, reconnaître l'engagement, préparer la relève et faire une place aux jeunes.



Le FJAT travaille sur le plan d'action régional et une entente permettant de compter sur cinq agents territoriaux. Le FJAT concerte, soutient, forme et outille ces agents. Au cours de l'année, plusieurs actions en participation citoyenne ont ainsi été réalisées, dont 32 à l'échelle régionale et 95 à l'échelle locale.

L'entente avec Action réussite permet de valoriser une culture de l'éducation en Abitibi-Témiscamingue, d'assurer la concertation, le partenariat et l'engagement pour la réussite éducative et de développer la connaissance et la diffusion de pratiques concluantes sur la réussite éducative.



L'entente Transition école - vie active sert à mettre en œuvre des actions qui contribuent au développement de pratiques pour améliorer la préparation et la transition d'élèves handicapés en Abitibi-Témiscamingue vers le marché du travail. Elle vise également à assurer la pérennité et la poursuite du projet. L'entente TÉVA a pris fin à l'automne 2014. Le bilan conclut que les outils mis sur pied ainsi que les liens entre les ressources scolaires et la communauté sont essentiels.

La collaboration du FJAT au comité VAT permet d'augmenter le sentiment d'appartenance chez les jeunes ainsi que la connaissance du territoire et d'améliorer la notoriété de la région, sa capacité d'attraction ainsi que l'adéquation entre l'offre et les chercheurs d'emploi. Elle favorise de plus l'accueil des nouveaux arrivants.



L'entente sur la culture entrepreneuriale permet de

promouvoir et de soutenir le développement de la culture et la relève entrepreneuriale dans la région.

L'entente Jeunes en milieu rural a pris fin en mars 2015. Elle visait à améliorer les compétences des jeunes dans un but d'autonomie et d'identité, à développer le sentiment d'appartenance des jeunes à leur communauté et à leur région. Elle visait aussi à améliorer la santé et le bien-être des jeunes, à encourager leur participation au dynamisme de leur communauté et à favoriser leur mobilisation ainsi que leur participation à des activités de sport et de loisir en milieu rural. Elle aura permis la consolidation des locaux de jeunes en milieu rural par le maintien et la mise en place d'une quarantaine de locaux leur étant réservés partout sur le territoire. La participation de la Conférence régionale a été de défrayer des coûts de formation.



## Rendez-vous jeunesse en loisir culturel

Ce programme vise à soutenir la pratique du loisir culturel chez les 12-35 ans de l'Abitibi-Témiscamingue et à favoriser la mise en valeur de leur potentiel créatif par la pratique de disciplines reliées au secteur de la culture. Elle encourage la participation des jeunes à la pratique du loisir culturel et à la vie de leur communauté. Elle offre aux jeunes amateurs un encadrement et une formation permettant de bonifier leurs connaissances dans la pratique du loisir culturel et à la population un milieu de vie animé par des manifestations culturelles.

L'entente Engagés au fil de l'eau permet aux jeunes de participer à des formations touchant les sciences, les milieux aquatiques et l'environnement. Ils contribuent ainsi à leur protection et sensibilisent leurs communautés. En deux ans, 3 300 jeunes ont été touchés (30 cours d'eau inventoriés).



## Participation citoyenne

Au début avril 2014, les élections provinciales ont occupé le temps des agents de participation citoyenne. Une tournée dans les écoles secondaires, des présentations et des débats ont eu lieu dans les cinq territoires de MRC. Le FJAT a également promu les premières éditions des bureaux de vote dans les établissements d'enseignement supérieur. Enfin, il a organisé la neuvième édition du rassemblement jeunesse à Duparquet en juin 2014. Plus de 85 jeunes ont eu l'opportunité de s'informer, de se conscientiser et d'échanger sur divers sujets qui les préoccupent.

La huitième édition du rassemblement 12-17 ans a eu lieu en novembre 2014, à Rouyn-Noranda, sous une nouvelle formule, le Forum Acti-jeunes. Plus de 200 jeunes étaient présents. Ils ont pu participer à diverses conférences et ateliers touchant les médias, la communication, la culture, le leadership, la connaissance de la région et l'implication.

Le FJAT a poursuivi l'offre de la formation « Cap sur les jeunes bénévoles » ainsi que l'accompagnement aux organismes de l'Abitibi-Témiscamingue pour les inciter à faire une place aux jeunes. Cette année, des suivis ponctuels ont été réalisés. Des conférences sur l'implication ont également été offertes.

À partir d'un sondage portant sur les besoins des élus municipaux, le FJAT a organisé un atelier dans le cadre du FJ14. De plus, le FJAT a participé à la préparation, en collaboration avec Femmes-Essor, d'une plateforme de réseautage Web pour les jeunes et les femmes en politique ou siégeant à des conseils d'administration de la région. Ce projet n'est pas encore finalisé.

Enfin, dans la foulée de son incorporation et dans le but de ne pas perdre les traces de la concertation jeunesse dans la région, le Forum jeunesse a mandaté M. Paul-Antoine Martel pour relater les moments marquants de la mobilisation jeunesse sous la forme de livre. Cet ouvrage sera disponible en 2015.

À l'occasion de la troisième édition du Prix implication jeunesse, 20 candidatures ont été déposées. Cinq lauréats territoriaux ont été reconnus pour leur implication dans leur milieu. Mme Samuelle Ramsay Houle (Rouyn-Noranda) a été lauréate régionale. Elle a par la suite été honorée lors de l'activité nationale de novembre 2014. L'objectif de la soirée était de rendre hommage à de jeunes citoyens qui s'engagent quotidiennement dans leur communauté et qui contribuent de manière significative au développement de la société.



# LA COLLECTIVITÉ

## ARTS ET CULTURE

Encore cette année, la Conférence régionale a pu donner un coup de pouce par un soutien financier aux projets artistiques et littéraires. Ce sont donc 90 000 \$ qui ont été mis à la disposition de la région, en collaboration avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ). Par ailleurs, la Conférence régionale s'est portée à la défense du Conservatoire de musique de Val-d'Or, un bien précieux pour les jeunes musiciennes et musiciens de l'Abitibi-Témiscamingue souhaitant développer leur potentiel près des leurs. Heureusement, le gouvernement a annoncé, en septembre 2014, la poursuite de l'enseignement dans les conservatoires du Québec.

## ÉCONOMIE SOCIALE

Une nouvelle entente d'un an a été signée pour la poursuite des actions de promotion des entreprises en économie sociale dans différents secteurs d'activités économiques et avec les diverses formes que peuvent prendre ces entreprises. Cette entente, convenue entre le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE), le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Conférence régionale, permet au Pôle d'économie sociale de mettre en œuvre le plan d'action des partenaires. Un projet spécifique visant le développement et le soutien des coopératives d'habitation est financé par cette entente.

## SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS

### Développement des communautés

Le comité intersectoriel pour le développement des communautés réunit plusieurs acteurs locaux et régionaux, dont le FJAT. Agissant désormais sous le nom de CommunAT, le groupe de travail a procédé à l'embauche d'une ressource affectée à la mise en place d'une base de données visant à présenter les opportunités de partage d'expertise et de connaissance à l'échelle régionale.

### Saines habitudes de vie

Le comité intersectoriel régional en saines habitudes de vie mobilise et soutient les acteurs régionaux, supralocaux et locaux dans la mise en place d'un plan d'action et de projets liés à la saine alimentation et au mode de vie physiquement actif. Ses activités sont notamment associées au Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids (PAG) et au Fonds Québec en forme. Le FJAT siège à titre d'interlocuteur jeunesse à ce comité. Tout au long de l'année, la participation de la Conférence régionale aux activités du comité s'est essentiellement concentrée sur l'aspect de la concertation.

### Réforme en santé

La réforme dans le secteur de la santé transformera en profondeur le modèle de gouvernance. La Conférence régionale a exprimé ses craintes dans un communiqué publié en octobre 2014 quant aux pertes et à la contribution de la région aux décisions touchant les services de santé et les services sociaux. Elle y dénonçait la centralisation de certaines décisions politiques et administratives vers Québec dans ce domaine.

## TRANSPORT COLLECTIF

En Abitibi-Témiscamingue, l'enjeu de l'occupation du territoire a fait naître divers systèmes de transport tel que Taxibus, le transport adapté ou Max Taxi. Cela permet de faire face à différentes réalités d'isolement. Lors d'un colloque sur le transport collectif, tenu à Amos à l'automne 2013, il a été possible de constater que plusieurs besoins en matière de transport collectif n'étaient pas comblés. La Conférence régionale a donc souhaité examiner comment pourrait être développé un système de transport en commun pouvant offrir un service efficace et uniforme pour la population.



Afin d'amorcer ce projet, le Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD) a été approché pour réaliser une étude complémentaire à celle effectuée en 2012. Cette enquête permet de sonder les besoins de la population de l'Abitibi-Témiscamingue et de celle résidant dans la partie sud de la Baie-James en matière de mobilité. L'objectif est de déterminer les trajets à privilégier et, plus particulièrement, à connaître les axes principaux et secondaires de déplacement intra et inter MRC. Elles a également pour but de comparer les besoins répertoriés avec l'offre actuelle, d'amorcer une réflexion sur les moyens favorisant, pour les usagers, le passage vers une plus grande utilisation du transport en commun.

Un vaste sondage a donc été amorcé en août 2014 afin de recueillir les données de 11 000 répondants pour documenter les habitudes de déplacement des citoyennes et citoyens de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Les résultats de cette étude seront connus ultérieurement.

## TRANSPORT PAR AUTOBUS

La Conférence régionale a rencontré l'Administration régionale Baie-James (ARBJ) et Autobus Maheux afin d'échanger sur le Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration des services en transport collectif. Ce programme permet d'obtenir du gouvernement du Québec un investissement équivalent à trois fois celui du milieu pour le maintien de lignes de transport par autobus dans les régions du Québec. L'investissement de fonds pour assurer les services sur le tronçon Amos-Matagami, qui est déficitaire, permettrait pour l'année en cours de finaliser l'étude visant à dresser les besoins de la clientèle de la région sur le plan de la mobilité et de cibler des solutions durables d'ici l'automne 2015.

Considérant la situation financière précaire du transporteur Maheux et sa volonté de trouver une situation à court terme pour maintenir l'ensemble des lignes desservies actuellement, les membres du conseil d'administration ont convenu qu'il était nécessaire d'investir jusqu'à un maximum de 20 000 \$ dans ce dossier qu'ils considèrent comme ayant une portée régionale. Des échanges ont eu lieu avec les MRC de la région afin de valider leur intérêt respectif à investir également des fonds dans ce projet afin que la région puisse accéder à cette mesure temporaire. Puisque la fermeture de la Conférence régionale est inévitable, le dossier a été transféré à la Ville de Rouyn-Noranda, qui a accepté de prendre le relai dans ce dossier.



## INNOVATION, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

### MISA, innovation et réseautage minier

Encore cette année, un montant de 54 000 \$ provenant du FDR a été octroyé à MISA afin que l'organisme poursuive sa mission de développeur stratégique régional de la grappe industrielle minière. La Conférence régionale s'était engagée financièrement pour trois ans, avec un montant régressif pour chaque année jusqu'en 2016-2017. Des dizaines de projets d'innovation technologiques, des activités de réseautage et une réflexion stratégique sur la gouvernance ont marqué l'année 2014-2015 du créneau.

### CTRI, déchets industriels

La Conférence régionale a accepté que des fonds du FDR soient octroyés au Centre technologique des résidus industriels (CTRI) afin qu'il poursuive sa mission de recherche et de développement appliqué en appui à la grappe industrielle minière régionale. L'engagement de la Conférence régionale couvre trois années d'un projet de cinq ans portant sur la gestion des déchets industriels dangereux et des polluants réfractaires.

### La recherche à l'UQAT

La Conférence régionale a signé une entente-cadre avec l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) afin de contribuer au développement de la recherche dans la région. Un montant de 300 000 \$ par année, soit 1,5 M\$ sur cinq ans, y avait été consacré entre 2007 et le 31 mars 2012. Cette entente a par la suite été prolongée pour les exercices 2012-2013 (300 000 \$), 2013-2014 (200 000 \$) et 2014-2015 (100 000 \$). Cette dernière programmation a été dévoilée à la fin d'octobre 2014. Plusieurs projets s'inscrivent dans une continuité par rapport aux programmations précédentes et concernent les mandats principaux en matière de développement et de recherche.

### Programmation 2014-2015 associée au développement de la recherche à l'UQAT

PROJET	MONTANT
DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES SIG EN SOUTIEN À L'ÉVALUATION DES FONCTIONS HYDROGÉOLOGIQUES DES TOURBIÈRES D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	20 000 \$
SOUTIEN ET DÉPLOIEMENT DES ACTIVITÉS DE TRANSFERT DE LA CHAIRE AFD	20 000 \$
DÉVELOPPEMENT D'UN MICROPROGRAMME EN AGROALIMENTAIRE	10 000 \$
EFFICACITÉ DU TRAITEMENT DES THIOSELS PAR LES PROCÉDÉS D'OXYDATION AVANCÉE (INNOVATION UQAT-CTRI-CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE)	10 000 \$
ÉTUDE DE FAISABILITÉ D'UNE CHAIRE INDUSTRIELLE EN ACCEPTABILITÉ SOCIALE DES PROJETS DE RESSOURCES NATURELLES	7 500 \$
ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR LA CRÉATION D'UNE CHAIRE EN COMMERCIALISATION DES PRODUITS, SERVICES ET SAVOIRS RÉGIONAUX	7 500 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE PÉDAGOGIE INVERSÉE (TECHNOPÉDAGOGIE) À DISTANCE	5 000 \$
DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE FORMATION POSTSECONDAIRE ADAPTÉE AUX RÉALITÉS NORDIQUES DES POPULATIONS DU QUÉBEC	5 000 \$
ÉTUDE : EST-CE QUE LES AUTOCHTONES ET LES NON AUTOCHTONES PERÇOIVENT LE TERRITOIRE DIFFÉREMMENT?	5 000 \$
CULTURAT (UN PROJET DE MONOGRAPHIE) : UNE EXPÉRIENCE ORIGINALE DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL PAR LES ARTS ET LA CULTURE	5 000 \$
DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS EN ART THÉRAPIE : MAÎTRISE À TEMPS COMPLET À ROUYN-NORANDA	2 500 \$
AIDE AUX COLLOQUES	2 500 \$
<b>TOTAL POUR 2014-2015 :</b>	<b>100 000 \$</b>

## APPAUVRISSEMENT ET EXCLUSION SOCIALE

### Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS)

Les projets ont suivi leur cours dans les territoires, ainsi qu'à l'échelle de la région. La Conférence régionale a été avisée en cours d'année de l'étalement des versements, ce qui a allongé l'entente d'une année, mais aucun budget supplémentaire n'a été autorisé. Ces projets représentaient un montant de 981 768 \$ à prélever sur l'enveloppe 2014-2015 du fonds.

### Lutte à l'homophobie

La Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuel-les de l'Abitibi-Témiscamingue était cette année en restructuration. L'agent de développement de l'organisme est parti et il y a eu des changements au conseil d'administration. Les efforts ont été concentrés à la réalisation du plan d'action Reflet d'alliances, deuxième partie.

### Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale

Après une mise en œuvre progressive, l'Alliance régionale pour la solidarité et l'inclusion sociale est devenue cette année pleinement opérationnelle. Son plan d'action en matière de lutte à la pauvreté et d'inclusion sociale a donc été amorcé et a fait émerger une mobilisation grandissante autour des priorités régionales et territoriales en développement social. Le comité d'intégration, formé des représentants des instances régionales et territoriales, a travaillé sur le partage des avancées des actions et des projets de chacun, ainsi que sur leur arrimage. Une rencontre a notamment eu lieu avec la Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuel-les de l'Abitibi-Témiscamingue et la Table régionale de concertation des personnes âgées. L'objectif était d'établir une cohésion et un partenariat afin de maximiser les efforts, dans une démarche intégrée.



## FONDS DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Lors de la dernière campagne électorale provinciale, le Parti libéral du Québec s'était engagé à mettre en place des fonds de diversification économique locaux et régionaux visant à préparer l'après « boom minier », financés à même les redevances minières. La Conférence régionale a poursuivi ses échanges sur ce sujet au cours des mois qui ont suivi avec le nouveau ministre délégué aux Mines, M. Luc Blanchette, ainsi qu'avec l'adjoint parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord, M. Guy Bourgeois. Le cabinet du ministre des Finances a également participé aux échanges.

Des discussions ont également été organisées avec les représentants de l'Administration régionale de la Baie-James et de la CRÉ de la Côte-Nord. Une correspondance conjointe avec ces deux partenaires a été adressée au premier ministre du Québec afin de demander une rencontre, offrir notre entière collaboration et proposer qu'une part substantielle des redevances minières perçues dans nos régions soit dirigée vers les fonds de diversification économique. Les principaux paramètres du fonds ont également été travaillés avec nos partenaires concernés des autres régions du Québec.

Par ailleurs, le gouvernement semble vouloir offrir à l'ensemble des municipalités du Québec un accès à une partie des redevances sur l'exploitation de toutes les ressources naturelles dans le cadre des négociations d'un nouveau pacte fiscal à partir de 2015. Cette orientation ne correspond pas à ce qui a été développé comme concept par les trois principales régions minières du Québec.

## SERVICES GOUVERNEMENTAUX

À maintes reprises au cours de l'année, la Conférence régionale a plaidé pour de la régionalisation et de la décentralisation des services gouvernementaux afin d'assurer une autonomie et un maintien des pouvoirs décisionnels en Abitibi-Témiscamingue. L'organisme a également défendu le respect du modèle de développement choisi par la région au fil des années et qui met les quatre MRC ainsi que la Ville de Rouyn-Noranda à contribution pour l'offre de services gouvernementaux.

## LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Le Fonds de développement régional (FDR) permet d'agir sur des enjeux majeurs de la région. C'est aussi un levier permettant à des projets de voir le jour dans différentes sphères d'activité. Le FDR permet également la conclusion d'ententes. Grâce à sa souplesse, il permet des interventions basées sur les besoins du milieu.

Les importantes compressions du FDR annoncées en 2013-2014 ont été reconduites en 2014-2015. Par ailleurs, la valeur des projets et des ententes qui ont été financées a été bien inférieure en 2014-2015 en comparaison avec les années précédentes, et ce, pour deux raisons. D'une part, la confirmation des crédits pour l'année 2014-2015 n'a été obtenue que le 26 août, cinq mois après le début de

l'année financière. D'autre part, le 13 novembre 2014, une directive émanant du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire interdisait dorénavant de conclure toute entente ou de contribuer financièrement à tout projet pour que les sommes du FDR disponibles soient réservées pour la liquidation de la CRÉ.

Ainsi, les ententes et projets déjà en cours se sont poursuivis et des dépenses importantes ont été encourues pour le licenciement des employés et des honoraires professionnels pour des avis sur le processus de liquidation. Les tableaux présentant les ententes, les projets et les états consolidés des résultats sont le reflet de ce contexte, qui ne ressemble en rien à ce qui prévalait au cours des dernières années.

### PROJETS

PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE	5 000 \$
CRRNT-FONDS MINIER	6 987 \$
SDT-FOCUS STRAT.GIE AU TÉMISCAMINGUE	5 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>16 987 \$</b>

### ENTENTES

48 <sup>e</sup> NORD INTERNATIONAL	30 000 \$
AGRICULTURE NORDIQUE/ACCORD-BCEUF	20 000 \$
CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES	90 000 \$
OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	385 000 \$
RÉUSSITE ÉDUCATIVE	100 000 \$
SECRÉTARIAT AUX ALLIANCES AUTOCHTONES	25 000 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	100 000 \$
CTRI	135 000 \$
VALORISATION ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	420 000 \$
UQAT-PACES	30 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>1 335 000 \$</b>

<b>GRAND TOTAL</b>	<b>1 351 987 \$</b>
--------------------	---------------------

# LES ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2015

## REVENUS

SUBVENTION – FONCTIONNEMENT	1 150 000 \$
ENTENTES SPÉCIFIQUES ET PROJETS	626 137 \$
OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	– \$
INTÉRÊTS	33 862 \$
REMBOURSEMENT DE FRAIS ET AUTRES	59 971 \$
MANDATS SPÉCIAUX	6 936 545 \$
<b>TOTAL</b>	<b>8 806 515 \$</b>

## DÉPENSES

<b>SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX DES PERMANENTS</b>	<b>1 163 133 \$</b>
<b>INSTANCES POLITIQUES</b>	<b>74 181 \$</b>

### ADMINISTRATION GÉNÉRALE

LOCAUX ET FRAIS RATTACHÉS AUX LOCAUX	205 047 \$
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	33 178 \$
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	39 132 \$
FRAIS DES PERMANENTS	53 516 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	188 798 \$
COMMUNICATIONS ET PUBLICITÉ	70 290 \$
COMMANDITES	1 250 \$
BIENS NON DURABLES	6 429 \$
FRAIS DE FINANCEMENT	12 319 \$
DÉFICIT DES GROUPES	– \$
REMBOURSEMENT DES CHARGES – MANDATS SPÉCIAUX	- 172 547 \$
<b>TOTAL</b>	<b>437 412 \$</b>

### MANDATS SPÉCIAUX

FRIJ	193 240 \$
FJAT – FONCTIONNEMENT	223 749 \$
AJS – ENGAGEMENT	229 036 \$
COMAXAT	116 151 \$
CRRNT-PDRF	1 874 724 \$
AGROALIMENTAIRE	337 862 \$
MAPAQ	25 000 \$
VAT	449 894 \$
ENTENTE AÎNÉS – PROJETS	575 610 \$
ÉCONOMIE SOCIALE	51 500 \$
ENTENTE SUR LE TRANSPORT	52 862 \$
CULTURE ENTEPRENEURIALE	111 379 \$
ENGAGEMENT JEUNESSE	78 491 \$
ENTENTE ENVIRONNEMENTALE	137 188 \$
OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	236 931 \$
ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES	156 113 \$
RÉUSSITE ÉDUCATIVE	916 306 \$
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES	1 121 332 \$
JEUNES EN MILIEU RURAL	906 \$
PLAN STRATÉGIQUE 2013-2018	12 671 \$
TRANSPORT COLLECTIF	35 600 \$
FDR – PROJETS AUTRES ACTIVITÉS	626 137 \$
<b>TOTAL</b>	<b>7 562 682 \$</b>

<b>GRAND TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>9 237 408 \$</b>
---------------------------------	---------------------

<b>REVENUS MOINS DÉPENSES</b>	<b>- 430 893 \$</b>
-------------------------------	---------------------



cr@conferenceregionale.ca  
www.conferenceregionale.ca



**Bureau de Rouyn-Noranda**

170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7  
819 762-0774  
866 762-0774

**Bureau d'Amos**

22, rue Principale Nord, bureau 200  
Amos (Québec) J9T 2K6  
819 732-1777

**Bureau de Val-d'Or**

650, avenue Centrale  
Val-d'Or (Québec) J9P 1P8  
819 824-2733